15e année
numéro 289

25 Février 193[illegible]
prix : 2 franc[illegible]

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 289

(25 février 1939)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

MAI 1937, MOMENT DÉCISIF

DE LA GUERRE ESPAGNOLE

Le passage de la Révolution à la contre-révolution

Sous le titre de Espagne, berceau de la liberté, *vient de paraître la traduction d'un livre extrêmement remarquable d'un militant de la C.N.T. Lazarillo de Tormes* (1). *Nous croyons utile d'en publier les bonnes feuilles. Les chapitres que nous reproduisons complètent le discours d'Araquistain.*

La première chose qui a conduit la République espagnole à la situation actuelle est, comme le montre Araquistain, de s'être livrée à la perfidie de la France, — la seconde, beaucoup plus importante, est, comme le montre Tormes, d'avoir sapé la base morale de la résistance en substituant, sous la direction du parti communiste, la contre-révolution bourgeoise à la révolutiin prolétarienne. Ce n'est pas un hasard si la période révolutionnaire de la guerre s'achève par la victoire de Guadalajara 1937, tandis qu'après le renversement de mai, commence la série des défaites qui va de la chute de Bilbao à celle de Barcelone. L'enseignement ultime de la guerre espagnole est peut-être celui-ci : l'Etat bourgeois démocratique est incapable de résister à l'Etat fasciste; seule la Révolution prolétarienne peut contenir celui-ci, et, dans des conditions un peu moins défavorables que celles qui furent celles de l'Espagne, de vaincre.

*Voici les chapitres d'*Espagne, berceau de la liberté, *sur les débuts de la contre-révolution :*

CHAPITRE IX

La crise de mai. — La révolution hors du pouvoir. — Largo Caballero. — Un gouvernement gris et la pression internationale. — Les résultats en Espagne. — Méfiance.

Les événements de Barcelone sont la première étape d'une offensive violente et ouverte contre la C.N.T. et contre l'esprit de la Révolution.

Cette offensive est dirigée par le Parti communiste, mais elle est secondée et appuyée par tous les autres partis, dont l'alliance tacite avec les communistes est manifeste dans toutes les attaques à la Révolution populaire, à la Révolution que le peuple fait dans la rue et en marge de l'Etat.

La coïncidence est, sur cette question, naturelle et absolue entre toutes les oligarchies politiques, parce que, comme je l'ai déjà signalé, aucune des ces oligarchies ne veut que la Révolution se développe et prospère par elle-même, puisque cela signifierait la reconnaissance de leur inutilité, comme il arriva en juillet quand le peuple agit pour son compte.

En résumé, en juin 1937, les partis politiques, sans en excepter le Parti communiste, ont pris nettement position contre la Révolution et contre ses conquêtes.

Le moyen dont ils se servent pour atteindre leur but est l'Etat. C'est pourquoi le complot qui a provoqué les événements de Barcelone est immédiatement suivi de la crise du cabinet, qui a lieu le 18 mai. Cela est un épisode autrement grave que les journées de Barcelone elles-mêmes, puisque les partis politiques essayent de liquider par l'Etat une période franchement révolutionnaire pour entrer dans une autre où, jour par jour, et heure par heure, le peuple voit son rôle diminué. Dans cette nouvelle période, on ne parle plus de Révolution. On proclame seulement « qu'il faut d'abord gagner la guerre ». Mais que veut-on pour après ?

Il faut examiner la crise du 18 mai sous plusieurs faces pour éclairer suffisamment ces divers aspects. Essayons de le faire.

⁂

La crise est provoquée par les deux ministres communistes, sous le prétexte des événements de Barcelone. Ils prétendent ne pas pouvoir continuer à collaborer au sein d'un gouvernement où sont les représentants d'une organisation — la C.N.T. —, qui provoque des désordres publics. On a vu comment les désordres publics ont été provoqués, mais à cette date, la trame du complot n'a pas été découverte, et la calomnie peut encore désigner avec succès les hommes de la C.N.T. comme les principaux responsables.

Cette double manœuvre a pour but de faire exclure les ministres anarchistes, de plonger dans le discrédit l'organisation confédérale, et, s'il est possible, de la faire mettre hors la loi, comme on y a réussi pour le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste.

On peut trouver incroyable que quand il faut combattre un ennemi commun dans les tranchées, des partis — tous sans exception — se lancent dans le projet insensé de priver la lutte du concours d'une organisation qui compte deux millions d'hommes. Si nous jugeons les faits aussi simplement il y a de quoi déclarer que les auteurs du plan sont fous.

Mais non. Les partis politiques ne sont pas fous. Ils ont précisément toujours prouvé tout le contraire, et ce n'est qu'à leurs subtiles manœuvres et à leur machiavélisme qu'ils doivent d'exister encore. Sinon, le peuple les aurait déjà balayés.

A la date où se produit cette manœuvre, les partis politiques ont obtenu de la C.N.T., à travers l'Etat, et grâce à sa présence au gouvernement, tout ce qu'il leur fallait pour soutenir la lutte, même après le renvoi de la C.N.T. du pouvoir, et son annulation comme organisation. A cette date, les partis politiques ont militarisé les moyens de transport, et les industries de guerre, dont les milliers d'ouvriers qui proviennent dans les mêmes proportions de la C.N.T., sont aussi maintenant sous les ordres de l'Etat, toutes les forces de police, dont les agents proviennent encore en grande partie de la C.N.T., mais sont aussi maintenant à la disposition de l'Etat. A cette date, surtout, les partis politiques ont donné à l'Etat le pouvoir suffisant pour que tous les Espagnols soient à leur entière disposition, sur la simple injonction d'un ordre collé au coin des rues.

Dans ces conditions, la machine de l'Etat étant reconstituée, qu'importe aux partis la destruction d'une organisation dont les effectifs sont pratiquement sous ses ordres ?

---

(1) Un volume de 210 pages, 8 fr., franco 9 fr. 40. En vente au *Libertaire*.

Il ne reste qu'un léger doute : tous ces ressorts, si habilement préparés, accepteraient-ils de marcher dans le cas où l'on essaierait de détruire la C.N.T. ? Poser la question, c'est y répondre. Je vous assure que si l'on avait eu la certitude de pouvoir compter sur eux, la C.N.T. aurait été déclarée hors la loi, et la Révolution écrasée dans la rue.

Avis aux intéressés : LE DANGER N'A PAS DISPARU.

Il est vrai que l'éventalité d'un résistance de ces ressorts n'a pas disparu non plus...

⁂

Examinons la crise sous un autre angle. Après avoir exploité la force de la C.N.T., on élimine du gouvernement les ministres anarchistes, car, s'ils restaient dans l'Etat, la seule chose qu'ils pourraient faire, serait de gêner les sales manœuvres des politiciens.

Mais les anarchistes ne sont pas le seul danger. Il faut aussi compter avec l'aile gauche du Parti socialiste, qui représente l'autre grande centrale ouvrière · l'Union Générale des Travailleurs, centrale qui n'inspire pas non plus confiance aux partis politiques. Cette aile gauche est fidèlement représentée par la figure de Largo Caballero.

On a réalisé contre Largo Caballero une manœuvre identique à celle dont les anarchistes ont été victimes. On a aussi pris de lui tout ce qu'il était possible d'en prendre. Récapitulons.

On eut recours à Largo Caballero et on lui donna le pouvoir quand la guerre s'aggravait et que ce pouvoir n'était plus qu'une ombre aux mains des républicains. Largo Caballero fut alors l'homme providentiel. Les communistes eux-mêmes le comblaient de louanges et l'appelaient pompeusement « l'homme qui préside le gouvernement de la victoire ». Son gouvernement a certainement obtenu la sympathie et l'adhésion de tous les habitants de l'Espagne loyale.

Mais, comme la C.N.T., Largo Caballero est le représentant incorruptible de la Révolution. Il n'est pas entré au gouvernement pour sauver des principes en ruines. Il y a été d'abord pour gagner la guerre, et ensuite pour consolider la Révolution.

C'est justement cette conduite qui lui fait perdre lentement la sympathie des autres tendances politiques, et surtout celle des communistes, qui ne peuvent pas manœuvrer librement dans une telle atmosphère d'honnêteté.

La crise provoquée dans le but de liquider une période révolutionnaire opposée aux plans des politiciens, Largo Caballero fut également limogé. La dernière représentation de la Révolution sortit avec lui du pouvoir.

Maintenant on l'injurie. L'homme providentiel, le président du gouvernement de la victoire, est devenu, selon les discours des communistes, quelque chose comme une calamité publique.

Comme bien l'on pense, le peuple sait à quoi s'en tenir.

⁂

Les représentants de la Révolution une fois limogés, on a formé un gouvernement gris, absolument impopulaire, et complètement étranger à la Révolution qui frémit dans la rue. Un gouvernement dont le programme politique est composé d'éléments si contradictoires qu'il peut à peine justifier une dénomination : celle d'antifasciste. Mais comme le peuple n'est pas seulement antifasciste, comme il est avant tout révolutionnaire, il ne se sent représenté par ce gouvernement que d'une façon unilatérale et limitée. Il se sent représenté dans son antifascisme et combattu pour le reste.

Que représente donc ce gouvernement, et pourquoi est-il au pouvoir?

Ce gouvernement, camarades, représente « l'œil international », et il est au pouvoir comme paravent : pour dissimuler l'Espagne prolétarienne.

Cet œil international préoccupe tant les partis politiques depuis le début de la guerre qu'ils ont fini par lui faire un gouvernement à son gré, pour tâcher de lui plaire.

Mais l'œil international ne s'est pas contenté de rester froid et indifférent. Après avoir obtenu un gouvernement sur mesure il nous a laissé choir, s'est retourné vers l'Italie et a commencé une idylle épistolaire suspecte. Nous avons donc obtenu ceci : si auparavant l'Angleterre était neutre, maintenant elle nous tourne le dos et cause aimablement avec nos ennemis.

Tels sont les avantages conquis par le gouvernement constitué selon les désirs de l'œil international.

Au point de vue intérieur, il a obtenu des résultats plus importants.

Premièrement : il a dénoué les liens qui unissaient le peuple à l'Etat.

Deuxièmement : il a perdu Bilbao.

Troisièmement : il a aggravé les luttes entre les différents secteurs antifascistes, pour la simple raison qu'il a mis les uns au pouvoir, et les autres dans la rue.

Quatrièmement : il nous fait vivre sous la menace d'une dictature que — il le sait très bien ! — nous ne supporterions pas, nous Espagnols, mais qui, par les disputes qu'elle provoquerait, nous ferait perdre la guerre.

Et cinquièmement : il nous a soumis à la préoccupation stérile de compter combien d'heures doivent s'écouler avant sa démission.

Il est explicable ainsi que la guerre n'avance pas, et que la Révolution, jetée à la rue et « désarmée par décret » (n'oublions rien), soit constamment sur ses gardes, sans rien faire d'utile, cela va de soi, mais prête à faire face à toute éventualité d'un mauvais coup.

Méfiance. Tel est le mot qui résume la situation créée par la présence au pouvoir de ce gouvernement gris.

CHAPITRE XIV

LA REVOLUTION EN DANGER

Les offensives de la contre-révolution. — Le langage des politiciens. — Pour être un héros, il faut payer son propriétaire. — La dissolution du Conseil d'Aragon. — La fane et les causes profondes. — Pourquoi une division de l'armée populaire exerce-t-elle des fonctions de police? — Présents contre la dictature.

...D'une façon lente, mais constante, la contre-révolution a grandi, déguisée sous les apparences les plus diverses. Au commencement, cette contre-révolution fut cauteleuse et sournoise, timide même. Quand elle voulait reprendre quelque chose des mains du peuple, elle enlevait son chapeau, demandait la permission, appelait les ouvriers « camarades ». Vous en souvenez-vous ?

Il n'en est plus ainsi maintenant, la contre-révolution prend des airs arrogants, despotiques et de défi, et dans son langage violent, on trouve l'insulte et la grossièreté.

En voici un symptôme. Un politicien professionnel a prononcé, il y a quelques jours, un discours à Valence. Se référant aux légions ouvrières que Durruti conduisit à la victoire au front de Sa-

ragosse, c'est ainsi qu'il y fit allusion : « Ces tribus de loqueteux qui prirent les camions de force pour partir en Aragon... » Avez-vous bien entendu et compris ce que cela signifie ? On nous appelle « tribus », et celui qui nous appelle ainsi est un de ces politiciens qui, par bas instinct d'adulation, avait la bouche pleine du mot peu-eu-ple, en juillet 1936, et pendant les mois qui suivirent.

A ces moments, quand tous ces détritus furent sauves de la fusillade par l'action ouvrière, ce peuple était encore le *Peuple*, avec une majuscule et de l'emphase dans la voix. Maintenant ce n'est qu'une tribu méprisable et qu'il faut obliger à payer son propriétaire.

Et ceci est un autre symptôme, dont j'ai déjà parlé, mais qui s'est intensifié. Dans un journal de Madrid, d'un républicanisme modéré, je lis des invectives âpres et de mauvais goût contre les habitants qui, « grâce à un désordre de la guerre, ont trouvé le moyen de ne pas payer leur propriétaire ». Et le commentaire suit son train :

« Le camarade Trigo Mairal (gouverneur de Madrid), décidé à mettre un frein à ces abus, emploiera tous les moyens (suivent trois lignes supprimées par la censure), pour que les citoyens s'inclinent.

« D'accord avec le commissaire général de police, on fera des investigations, maison par maison, pour savoir quels sont ceux qui payent et quels sont ceux qui ont déclaré la grève des loyers.

« Cette enquête, à laquelle prendront part des agents de police et des carabiniers, commencera cette semaine et on *n'hésitera pas à imposer l'autorité* à ceux qui font les sourds devant les exhortations continuelles; *on en arrivera, si cela est nécessaire, à mettre les récalcitrants à la disposition des tribunaux populaires comme* ENNEMIS DU REGIME. »

Ce papier a été publié par *A.B.C.* Nous pourrions dire sans hésiter que son ancien propriétaire, Luca de Tena, le signerait avec plaisir (1).

Vous avez peut-être cru, comme moi, que ce mot vil de « casero » (2) avait disparu de notre langue, exilé par la Révolution. Vous voyez que nous nous étions trompés. Le propriétaire existe toujours, camarades, et l'Etat est disposé à mettre, au service de ses bas intérêts, « toute son autorité », cette autorité qui émane justement de ceux qui habitent les maisons sans les payer.

Le cas est encore plus grave parce qu'il s'agit des habitants de Madrid, et cela est le comble de l'impudence et de l'audace.

Vous connaissez tous les éloges que l'on a faits au peuple de Madrid, parce qu'il soutient la guerre aux portes mêmes de la ville. Madrid, même pour le journal qui fait aujourd'hui contre lui ce fougueux réquisitoire, a été la capitale héroïque, le peuple martyr, au courage spartiate, le peuple exemplaire, la tranchée du monde, la torche de la liberté, qui cause l'admiration de l'Espagne et de l'étranger.

Eh bien, à partir de maintenant, le peuple de Madrid, s'il veut continuer de jouir du droit d'être martyr, héroïque, spartiate, exemplaire, etc., devra payer son loyer au *casero*, s'il veut être encore la tranchée du monde, sans quoi il sera privé de l'usufruit de ces droits enviables et les carabiniers le mèneront en prison... comme fasciste !

(1) L'*A.B.C.* était, avant juillet, un journal monarchiste.

(2) Le *casero* remplit à la fois le rôle de gardien et d'administrateur.

⁂

Tandis que ces faits se produisent, les journaux du Parti communiste deviennent rauques à force de demander l'appui sans condition au gouvernement de Front populaire « qui nous représente tous ».

Trois cent mille familles se réfugièrent à Madrid en octobre 1936, fuyant les hordes sanguinaires de Franco qui envahissaient la Castille. Ces familles, qui perdirent leur maison, furent accueillies d'une façon hospitalière et installées gratuitement par le peuple dans les maisons des capitalistes qui avaient provoqué le soulèvement. J'aimerais savoir ce qu'elles penseront du gouvernement de Front populaire quand le « casero » passera ce mois-ci son reçu en main.

Mais de toutes les offensives que la contre-révolution est en train de déchaîner, aucune n'est plus actuelle ni plus agressive que la dissolution du Conseil d'Aragon.

Si la persécution inique contre le P.O.U.M. signifie la réalisation de la menace, « celui qui n'est pas avec nous sera éliminé » en ce qui concerne ce parti, la dissolution du Conseil d'Aragon est l'application pratique de la même phrase en ce qui concerne la Confédération Nationale du Travail. Nous assurons d'avance que si l'attaque a obtenu un succès relatif contre les forces peu importantes du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, la contre-révolution subira devant la C.N.T. un sérieux échec, échec certainement très nécessaire à cette heure critique et confuse.

A part cela, il est évident que la dissolution du Conseil d'Aragon représente une attaque furieuse contre la C.N.T., et si nous n'avions pas d'autres preuves, il suffirait de jeter un coup d'œil sur la joie dont débordent les pages des journaux communistes, et le mot « victoire » qu'ils emploient pour qualifier cette opération.

La lecture de ce décret m'a énormément surpris. Non la dissolution en elle-même, car la campagne scandaleuse qui la précéda l'annonçait clairement. Mais j'ai été surpris qu'un gouvernement responsable, qu'un gouvernement qui prétend représenter la pensée de tous les Espagnols antifascistes osât rédiger un préambule comme celui qui précède le décret. Un préambule insultant pour le Conseil d'Aragon. On ne peut pas descendre plus bas. Jusqu'à maintenant, les campagnes de diffamation étaient l'œuvre d'une partie des journaux. Mais qu'elles revêtent un caractère officiel par l'insertion dans les pages sévères de *La Gazette*, voilà une nouveauté dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle nous comble de stupeur.

Ces jours-ci, on a exposé dans la presse l'origine du Conseil d'Aragon, les difficultés auxquelles il s'est heurté et l'œuvre constructive qu'il a réalisée tant qu'il a duré. Je suppose d'ailleurs que tous ces précédents sont dans votre mémoire, et je ne pense pas qu'il soit nécessaire de les reproduire ici, car l'œuvre et l'existence du Conseil d'Aragon se défendent suffisamment quand on sait qu'elles ont été attaquées et détruites par les oligarchies politiques qui représentent la contre-révolution. Ce serait faire montre d'une extrême candeur que de penser qu'il suffirait d'opposer à cette campagne de diffamation l'œuvre constructive du Conseil d'Aragon et son origine populaire, pour que les groupes oligarchiques qui l'attaquent reconnaissent leur erreur et s'arrêtent en chemin.

D'ailleurs, le peuple sait qu'il s'agit d'une manœuvre de plus préparée par la politique des partis, politique qui combat de front la Révolution. Et s'il est utile de lui enseigner quelque chose, il ne peut s'agir des faits superficiels et

évidents, mais bien des causes profondes du problème.

Qui pourrait nier que les discours, les articles, les insultes dirigés contre le Conseil d'Aragon et son œuvre ont été le moyen, et non le but ni l'origine du conflit ? Croyez-vous que le Conseil a été dissous par suite de cette campagne ? Tels les scandales que l'on organisait au Parlement quand on voulait renverser un gouvernement, la campagne orale et écrite que l'on a faite contre le Conseil d'Aragon a été simplement un moyen d'expression des décisions troubles prises à l'avance et qui n'ont rien à voir avec les scrupules de moralité feints dans cette campagne.

Au fond, les faits sont les suivants : le Conseil d'Aragon était l'œuvre de la C.N.T., et comme les groupements politiques sont ennemis de la C.N.T., ils se sont acharnés à la destruction de cette œuvre, comme ils s'étaient acharnés auparavant à faire sortir cette organisation du gouvernement central de Valence, et du gouvernement régional de la Catalogne.

Comment avoir la naïveté de tomber dans le piège d'une discussion pour décider si l'œuvre du Conseil d'Aragon fut mauvaise ou bonne, quand la vérité est infiniment plus simple ? Nous sommes devant un cas semblable à celui du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Les calomnies sont le prétexte, la raison, c'est la haine; le but, c'est la destruction. Pour que l'identité soit parfaite, il y a aussi des accusés et des détenus dans l'affaire du Conseil d'Aragon : à commencer par le Président du Conseil lui-même, Ascaso. Les informations confuses et mutilées de la presse laissent entendre qu'il y en a d'autres (3).

On a pu voir, dans les chapitres que j'ai consacrés à la question du Front populaire, que l'œuvre de cette alliance tend à l'exclusivisme politique, à l'absorption économique et au despotisme dans l'exercice du pouvoir.

Ces trois raisons suffisent pour expliquer les causes profondes qui ont inspiré la dissolution du Conseil d'Aragon, comme elles inspirent maintenant cette sourde campagne contre la Généralité de la Catalogne que mène l'agent du Front populaire à Barcelone, Comorera (4) par ses attaques contre le président Companys et son parti.

C'est exercer une critique de commères que de discuter sur ce qui est accessoire dans ces problèmes, sans pénétrer leurs profondeurs ténébreuses et sans les dénoncer clairement.

Avant que l'on ait écrit une seule ligne de diffamation contre le Conseil d'Aragon, les oligarchies politiques qui composent l'alliance gouvernementale actuelle avaient pris une résolution formelle : « Il ne peut y avoir d'autres gouvernements que ceux du Front populaire ». Et comme le Front populaire est composé par eux, l'accord se traduisit automatiquement dans cette phrase plus claire et plus certaine : « Il ne peut y avoir de gouvernements que ceux qui seront composés exclusivement par nous ». C'est une expression de l'exclusivisme que le Front populaire professe en politique.

Un autre but du Front populaire fut l'absorption en matière économique. Comme, grâce à son caractère autonome, le Conseil d'Aragon représentait et développait un système d'économie politique parfaitement fédéral, le Front populaire ne pouvait pas non plus le tolérer, car il veut avoir en mains, non seulement le pouvoir, mais aussi l'argent, les sources de richesse. Et la zone libérée d'Aragon, après avoir été mise en marche sous l'impulsion du Conseil, était une proie tentatrice et désirée depuis trop longtemps par « ces gens » qui, *d'une façon vraiment suspecte,* s'obstinent à être les maîtres de tout.

Le Front populaire a encore une autre raison : mot d'ordre que l'on exalte aussi tous les jours d'une façon suspecte dans les journaux communistes : « Il faut obéir aveuglément au gouvernement ! Tout ce qui n'est pas obéissance au gouvernement est une trahison ! » C'est, je le répète, une autre raison : le despotisme dans l'exercice du pouvoir.

Naturellement, s'il existe des gouvernements autonomes, c'est-à-dire, si nous vivons dans un régime fédéral tel que le peuple le réclame, le despotisme n'est plus possible, ou pour le moins il est très limité et ses griffes sont rognées. Par conséquent, par son caractère autonome, le Conseil d'Aragon constituait un obstacle ennuyeux pour les desseins du Front populaire; en le supprimant, on a supprimé l'obstacle.

N'entendez-vous par les cris de joie, les hourras de victoire dont sont pleins les journaux les plus intéressés à ce que le fait fût consommé ?

Ces exclamations ne correspondent pas à une réforme politique. Elles correspondent à une conquête.

Et c'est cela, c'est une conquête arrachée par la contre-révolution à la Révolution. C'est pourquoi j'ai dit que la meilleure défense du Conseil d'Aragon consiste à préciser quels sont les auteurs de l'offense qu'on lui a faite.

Mais il ne suffit pas de le reconnaître. La Révolution doit prendre une attitude plus positive pour qu'un futur historien n'ait pas à mettre en tête de ses écrits sur l'Espagne la belle et triste phrase de Drumond :

« Le Celte, cet éternel paria de l'histoire, a répandu une fois de plus son sang inutilement. »

⁂

Dès que le Conseil d'Aragon est dissous, et qu'un délégué du gouvernement central est envoyé pour le remplacer, des faits inouïs se produisent. Des faits qui présentent tous les symptômes d'une provocation et qui confirment complètement que la contre-révolution s'est dévoilée, a mis bas les masques, et se manifeste décidément par des actes insolents, despotiques et violents.

Après la dissolution du Conseil d'Aragon, la division communiste du commandant Lister est allée en Aragon. Elle a abandonné pour cela le secteur du front qui lui était assigné.

Qu'est allée faire cette division de l'armée dans l'arrière-garde aragonnaise ?

Elle y est allée pour les nobles buts ci-après :

Dissoudre violemment les Conseils municipaux créés suivant un décret du gouvernement légitime de la République.

Détruire les collectivités prospères qui représentaient l'esprit et l'œuvre de la Révolution agraire et qui furent fondées par les paysans aragonnais.

Emprisonner pour son compte plusieurs militants du Conseil dissous et de nombreux secrétaires des syndicats de la C.N.T.

Séquestrer le secrétaire du Comité Régional de cette organisation, dans le but que le cas André Nin peut laisser supposer.

Donner des meetings politiques.

Organiser des cellules communistes pour rem-

(3) Ascaso fut même accusé de vol de bijoux. L'accusation fut reconnue fausse et on le mit ensuite en liberté. Mais on exploita momentanément l'effet moral qu'elle produisit.

(4) Comorera est en Catalogne le leader du Parti communiste, déguisé en « Parti socialiste unifié » (« PSUC »). (Notes du traducteur.)

placer les syndicats violemment désorganisés de la C.N.T.

Voler deux journaux de la C.N.T.

Et prendre des photos de quelques éléments secrètement hostiles à la Révolution, et qui, comme l'on peut penser, ont accueilli avec joie ces actes contre-révolutionnaires.

Ces photographies ont été ensuite publiées dans les journaux communistes, avec des hourras, et des commentaires dans le genre de celui-ci : « La joie et l'optimisme resplendissent sur le visage des paysans libérés de l'Aragon ».

Ce qui signifie que la division communiste de Lister, qui est allée en Aragon raser les collectivités, dissoudre par la force les conseils municipaux, emprisonner et séquestrer les citoyens, violer enfin toutes les lois de la République et détruire l'œuvre de la Révolution... a libéré les paysans aragonnais ! Effectivement, elle a libéré les paysans aragonnais propriétaires de grandes étendues de terrain et les vieux « caciques » ruraux qui possédaient un grand nombre de parcelles à affermer. Et c'est cette sous-caste d'ennemis de la Révolution qui se cache et reste à l'affût dans tout l'arrière de la zone loyale et pour qui, naturellement, ces actes ont la signification agréable d'une reprise de possession, qui applaudit la brigade Lister. Ce sont les Koulaks de l'Espagne qui rient de joie.

Un journal de la C.N.T., journal qui a été certainement empêché par la censure de dénoncer ces violences, a posé au gouvernement la question suivante :

« Les unités de l'armée populaire peuvent-elles intervenir comme telles dans la vie de l'arrière? »

Effectivement, cette question pose un problème de la plus haute importance. Il y a aujourd'hui juste treize mois que le peuple espagnol lutte, les armes à la main, contre une armée qui avait essayé continuellement d'intervenir dans les affaires publiques de la nation. Sa dernière tentative pour y réussir fut l'insurrection du 19 juillet, contre laquelle le peuple lutte encore. Et nous demandons : l'armée nouvelle, qui se forge précisément au cri de l'indépendance qui a lancé le peuple au combat, le 19 juillet, peut-elle tomber dans les mêmes travers que celle que nous sommes en train de combattre ?

S'il en est ainsi, si les actes de la division Lister sont autorisés par l'impunité dans laquelle les laisse le gouvernement, il nous faudra reconnaître que notre lutte dans les tranchées n'a pas de sens, ou qu'il faut l'étendre aux nouvelles pousses qui apparaissent dans la zone loyale. Il est impossible de continuer ainsi. Pour le moins, moi, comme Espagnol libre, j'élève ici ma protestation la plus énergique contre ces faits que condamnent certainement tous les Espagnols qui n'ont pas la bride au cou.

L'armée populaire a une mission assez claire, assez concrète, et il n'est pas besoin de lui en donner d'autres, ou pire, qu'elle s'en octroie elle-même, qui jurent avec sa signification originelle.

En résumé, l'armée populaire a été formée par le peuple tout entier dans le but d'abattre le fascisme. Jamais (et si on l'oubliait, nous serions au bord de la catastrophe), jamais pour servir les intérêts d'un parti contre un autre.

Contre cela, qui serait la dictature, beaucoup d'Espagnols ont déjà crié : « Présents ! » Et les adhésions continueront.

L. DE TORMES.

La déroute de Catalogne

J'interroge ce camarade sur la déroute de Catalogne. C'est un des dirigeants du P.O.U.M., récemment condamnés par la justice républicaine à de longues années de réclusion pour avoir « tenté d'établir un régime socialiste » (tels sont bien les termes de l'accusation retenue par les juges après les campagnes d'infamies des staliniens). Il s'est évadé pendant la débâcle. C'est un homme ferme et d'esprit clair, qui a fait tout son devoir de révolutionnaire avec courage et bonne humeur, et qui sort de cette bataille, vivant par une sorte de miracle, sans le moindre découragement.

— Comment, pourquoi s'est effondré le front de Catalogne? Rappelle-toi que pendant une année entière la C.N.T. et le P.O.U.M. se sont plaints de manquer d'armes. On aurait pu faire de la Catalogne une citadelle imprenable; mieux, une base d'offensives victorieuses pour sauver le Nord. On ne l'a pas voulu, car la Catalogne était trop révolutionnaire. On l'a sevrée de tout : de crédits, de vivres, d'armes, de munitions. Qui? Mais tous les gouvernements de la République, influencés par Londres et Paris et par les staliniens. Caballero n'a compris que trop tard.

« Le front a été percé en un endroit où, pour relever des troupes éreintées, l'on avait envoyé les *Hijos de Negrin*, les « Fils de Negrin », comme on disait dans le peuple, ces beaux carabiniers bien nourris et bien armés qui maintenaient l'ordre à l'arrière, je veux dire le désordre voulu par les conservateurs et les staliniens. On ne les envoyait jamais au feu; ils ont flanché tout de suite. Douze jours plus tard, j'en ai vus qui couraient encore sur la route du Perthus pendant que les anars et nos camarades s'accrochaient à chaque colline...

— Et la division Lister? la division El Campesino?

— Lister ne pouvait pas être partout. Brave, sachant tenir le coup, mais sacrifiant volontiers et facilement les hommes... Et stalinien, fusillant les nôtres, liquidant les anars; on le savait, on le détestait passablement. Sauf les communistes et l'état-major, on n'avait pas confiance en lui. On m'a certifié qu'avant de franchir les Pyrénées, il réglait encore des comptes avec les révolutionnaires... Héros, je veux bien; mais aussi boucher. — Même chose pour El Campesino que l'on avait relevé de son commandement et envoyé dans la zone centrale, après l'incident suivant : pendant une attaque, ses hommes lâchent pied. Il les fait repartir à l'assaut, non sans leur avoir dit que s'ils ne prenaient pas les mitrailleuses d'en face, ou n'étaient pas fauchés par elles, ce qui était plus probable, ils seraient fusillés... Alors, ces miliciens, qui se sentaient doublement de la chair à canon entre les mains d'une brute, passent à l'ennemi. On n'a

pas pu cacher la chose, il a fallu changer le Campesino de front. Mais comme il ne changera pas de manières, les résultats de ses procédés seront les mêmes ailleurs...

« Dans l'armée comme dans la police et dans les bureaux, les staliniens ont été d'habiles organisateurs, il faut en convenir. Ils ont su s'emparer des leviers de commande et se faire obéir. Mais inhumains, sans scrupules et réactionnaires. En Catalogne, leur responsabilité dans la défaite est énorme. Ils ont ruiné le moral en se faisant exécrer; on a fini par leur imputer tout ce qui arrivait ou se faisait de mal... Il aurait fallu pour les Catalans une tout autre discipline, à base de confiance; alors, les plus grandes sévérités eussent été admises. Chez Durruti, ou à la division Lénine, du P.O.U.M., avec Rovira, qui est un organisateur magnifique, c'était ainsi. Enfin, chose tout à fait essentielle, à force de répéter aux gens qu'on ne faisait pas de révolution, qu'on reviendrait à la démocratie bourgeoise, qu'on respecterait la propriété des riches (et Negrin en a dit de belles choses là-dessus, qui ont rendu un fameux service à Franco), à force d'affamer les pauvres gens, de renforcer la discipline en fusillant des malheureux, de coffrer les seuls antifascistes véritables à l'arrière, on a complètement fait perdre à beaucoup de pauvres bougres le sentiment qu'il fallait se battre, se faire tuer. Pourquoi, en effet? Pour prendre la terre et l'usine, pour instituer la justice sociale, si on avait senti que c'était vrai, tout le peuple se serait battu comme un enragé. Mais on était chaque jour plus loin de compte. Alors?

— Et le manque de matériel de guerre?

— Relatif. Il est exact que les Franquistes ont saisi beaucoup de matériel, jusqu'à des avions tout neufs, pas encore montés. Le métro de Barcelone était plein d'armes. Et ce que l'on a livré à la France! L'aviation, l'artillerie de Franco nettement supérieures. Mais tandis que l'on manquait de tout au front, de grandes réserves restaient inutilisées à l'arrière. Enormément de sabotage conscient et involontaire. La trahison bourgeoisement installée dans tous les services du gouvernement, cela va de soi. Le sabotage des staliniens, involontaire, mais pas moins grave pour cela. Tu vas comprendre. Je connaissais un des chefs de l'aviation, homme d'une grande expérience. On lui désigne deux seconds parfaitement étrangers au métier, mais staliniens : il refuse de les nommer; on les installe malgré lui et c'est lui qui est viré au service de santé... Nous appelons ça l'impérialisme de parti; ça consiste à placer partout des hommes à soi au mépris de la compétence et des intérêts généraux. Ça donne de fameux résultats à la longue, du champ aux salauds, des succès à l'intrigue, avec au bout l'autorité des incapables...

« Figure-toi que l'on n'avait rien préparé pour défendre Barcelone. Ni deuxième ligne ni troisième, dignes de ce nom... C'est trois jours avant la catastrophe finale que Barcelone se réveille avec de belles affiches communistes : *Barcelone se défendra jusqu'à la mort...* Et la ville apprend que les ministres et les ministères se débinent. Réfugiés et miliciens pris de panique commencent à affluer...

— Personne ne voyait donc le danger?

— N'oublie pas que la censure ne permettait aucune critique. Celui qui aurait tenté de poser par voie de la presse une question comme celle-ci : Pourquoi ne fortifie-t-on pas Barcelone? se serait fait censurer d'abord, traiter de défaitiste et d'agent de l'ennemi ensuite et finalement, en insistant un peu, enfermer au Quartier des Antifascistes de la *Carcel modelo*, prison modèle, où nous étions tous... La consigne était d'optimisme. Nous sommes invincibles! Negrin est l'organisateur de la victoire! Depuis que l'on a maté l'anarchisme et mis le P.O.U.M. dans l'illégalité, la République est sauvée! *No pasaran!* En réalité, le gouvernement, débordé lui-même, s'enlisait dans le gâchis, les abus et pis... Ce n'est pas une défaite militaire, c'est une défaite sociale avant tout. Negrin et ses del Vayo, ses Uribe, ses Diaz, ses Comorera staliniens ont montré comment on ne peut pas affronter le fascisme sur les champs de bataille. Tout leur espoir était de se montrer suffisamment réactionnaires pour acheter la sympathie de la City; mais les banquiers de Londres et de partout savent trop bien qu'en cas de victoire des Républicains toutes les combines politiques de conservation sociale risqueraient fort d'être déjouées... Ils préfèrent Franco. C'est plus sûr. La paix sociale et l'ordre par le massacre totalitaire.

— Et les Russes?

— Les aviateurs russes se sont sauvés comme les autres. J'ai lu dans un journal anglais que soixante avions républicains sont venus se poser en France parce que leur rayon d'action ne leur permettait pas de gagner Valence... Il y a des cas particuliers, naturellement : manque d'essence, appareil endommagé. Dans l'ensemble, bobard pour les imbéciles. Il était plus facile, mais plus dangereux, de gagner par les airs Valence que de franchir les Pyrénées... Depuis longtemps, l'U.R.S.S. ne fournissait presque plus rien.

— Les camarades du P.O.U.M. n'ont-ils pas craint d'être assassinés en prison pendant la déroute? C'est ce que j'appréhendais pour eux...

— Evidemment. Mais les Russes du Guépéou, les chefs staliniens, toutes les basses canailles qui ont fait la répression pendant si longtemps se savaient haïs; ils ont surtouut pensé à prendre des précautions pour eux-mêmes... Aujourd'hui tout le Guépéou de Barcelone doit être à Paris.

— C'est égal, à travers tout cela, vous avez eu du cran, vous autres! »

Le camarade me répond :

— Du cran? Mais c'est la denrée la plus commune, la seule qui n'ait jamais manqué. Ces combattants qui ont passé la frontière en se défendant pied à pied, ils en avaient à revendre, du cran! Le peuple espagnol que l'on a ainsi conduit à la défaite, c'est la vaillance même! Seulement, le courage et l'héroïsme ne suffisent pas pour vaincre aujourd'hui dans la guerre des classes. Il faut encore savoir où l'on va, savoir vouloir, comprendre la politique au lieu de la dédaigner, se méfier de certains alliés, se guérir de beaucoup d'illusions... »

Un témoin.

L'anarchisme ne peut rester dans l'Etat qu'au prix de sacrifices et de renoncements qui arrêtent le cours normal de la Révolution.

LAZARILLO DE TORMES.
(*Espagne, berceau de la liberté*).

RENAISSANCE
DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Comment combattre dans la place

La besogne syndicale est surtout faite de tâches qui paraissent secondaires aux grands esprits. Percevoir régulièrement les cotisations et, ce faisant, s'exposer aux réflexions plus ou moins bienveillantes des syndiqués, tenir en règle les comptes du syndicat, veiller, à l'atelier, au respect des dispositions de la convention collective et des règles syndicales, intervenir pour régler les différends et et les conflits qui peuvent surgir entre syndiqués, stimuler la propagande afin que l'organisation compte la grande majorité, sinon l'unanimité des ouvriers auxquels elle s'adresse, assurer la correspondance, le fonctionnement du Comité, la rédaction des procès-verbaux, les liaisons locales, départementales, intersyndicales, fédérales, confédérales, préparer les assemblées générales, participer aux négociations avec les patrons, et, si c'est nécessaire, organiser la grève, — voilà, et j'en oublie, le travail, toujours absorbant, qui attend ceux d'entre les ouvriers qu'on appelle les militants.

Travail d'autant plus difficile lorsqu'il s'exerce dans une période de réaction comme celle que nous vivons en ce moment et où l'on s'expose quotidiennement à la mesure élémentaire de défense patronale : le renvoi.

En une telle période, il faut observer une grande prudence (qui complique évidemment le travail), car le devoir du militant est, avant tout, de s'attacher à l'usine, de ne pas abandonner ceux sur lesquels il est parvenu à exercer une influence, et pour cela il lui faut, au besoin, ruser.

Eh bien! s'il est vrai qu'on rencontre actuellement assez peu de camarades purement syndicalistes pour se consacrer à cette besogne primaire mais indispensable, il est non moins exact que les adhérents du parti communiste sont les plus nombreux et les plus dévoués pour l'accomplir. Ce qui fait l'influence des communistes dans la C.G.T., ce n'est pas leur doctrine, ni leurs mots d'ordre d'agitation, c'est leur présence.

Sans doute n'exagérait-il pas, ce camarade qui disait un jour que les ouvriers français allaient vers les communistes pour la simple et excellente raison qu'ils ne rencontraient que les communistes lorsqu'ils ressentaient le besoin d'agir. Sans sous-estimer les résultats de l'organisation des fractions communistes dans les syndicats, il apparaît bien que la force des communistes au sein de la C.G.T. est surtout faite du dévouement de leurs militants de base qui sont, en général, les premiers à agir et dont l'intelligence et la capacité se révèlent, d'ailleurs, bien supérieures à celles des permanents régionaux, voire des grands hommes du comité central.

Prenez une grève : il est très rare que les communistes n'y soient pas au premier rang, au comité de grève, au centre de ravitaillement, à la distribution des secours. Une assemblée générale du syndicat? Ils sont tous présents, et, disciplinés, ne quittent jamais la salle avant que l'ordre du jour soit épuisé. En cas d'élections syndicales, ils ne se bornent pas à voter tous pour la liste soigneusement élaborée par leurs militants, mais encore ils savent se livrer à la propagande la plus adroite auprès des hésitants afin de les faire voter pour leur liste.

Ne parlons pas ici des moyens malhonnêtes qu'ils mettent parfois en œuvre. Dans la plupart des succès qu'ils remportent, il leur suffit d'avoir de l'initiative, de l'organisation, et, surtout, une intense activité. Observons, aussi, qu'ils sont stimulés par la lecture d'un quotidien habilement fait, qu'ils ont, par conséquent, un moral supérieur — ce qui est loin d'être une chose négligeable —, que, au surplus, ils sont fréquemment dopés par la visite de militants centraux et régionaux, d'instructeurs, de propagandistes bien stylés, et qu'enfin ils disposent d'une assez large zone de sympathie dans l'opinion publique.

Il suffit, je pense, de brosser un tel tableau pour faire ressortir les insuffisances et les faiblesses du syndicalisme, ou, pour parler plus exactement, les insuffisances et les faiblesses par suite desquelles il paraît un peu ridicule de parler aujourd'hui de renaissance du syndicalisme.

Il n'est que trop exact que l'impossibilité momentanée où nous nous trouvons d'œuvrer efficacement à la renaissance du syndicalisme dans la C.G.T. provient de la politique de l'absence pratiquée par tous ceux qui, à la base, dans les usines, sur les chantiers, pensent comme nous mais n'agissent pas.

Depuis des années, notre effort se borne, en réalité, à conserver les quelques positions acquises — ce qui est bien, certes — mais, en fait, nous n'avançons pas, nous n'accroissons pas notre influence, nous nous bornons, en somme, à attendre que le syndicalisme renaisse tout seul.

Sans vouloir s'ériger en juge de l'activité syndicale de qui que ce soit, on a cependant le droit de souligner cet état de choses et de dire qu'il ne prendra fin qu'autant que cessera l'inactivité à la base des syndicalistes, lesquels sont, heureusement, encore nombreux dans le pays.

Ici, un argument important me sera opposé. On m'objectera qu'un syndicaliste désireux d'œuvrer utilement ne tarde pas à se heurter au réseau communiste, aux agents communistes, à tout ce qui permet aux communistes de tenir l'organisation. C'est, en somme, ce que disent les militants cheminots du réseau Sud-Est (ex-P.L.M.) qui ont récemment quitté la C.G.T. en déclarant qu'il est impossible de combattre dans la place. Dénonçant le travail souterrain des fractions, montrant ses néfastes conséquences, ils donnent une raison morale sérieuse : « Eh quoi? Devrions-nous faire comme eux? Impossible!

Nos militants ne sauraient se plier à cette gymnastique. »

Mais il ne s'agit pas de « faire comme eux » lorsqu'ils emploient des procédés malhonnêtes et déloyaux. Il s'agit de « faire comme eux » en ce qui touche l'activité syndicale quotidienne. Il s'agit même d'arriver avant eux et de faire mieux qu'eux pour l'ensemble des tâches syndicales.

Il faut que le syndicaliste ait à cœur de donner sur le lieu même du travail des preuves tangibles de sa capacité. Il doit s'attacher à l'étude des questions corporatives, les plus petites comme les plus grosses; il doit s'y consacrer sérieusement. C'est tout un apprentissage à faire et c'est plus difficile qu'on ne le suppose, surtout depuis l'institution des conventions collectives.

Il est même nécessaire, quand on veut faire cela comme il faut, de laisser de côté, au moins pour quelque temps, les questions de tendance. Normalement, d'ailleurs, ces questions ne devraient pas se prolonger dans les questions corporatives. Que nos militants se préoccupent un peu moins de discuter orientation à l'atelier, mais qu'ils se préoccupent un peu plus des problèmes auxquels les ouvriers soucieux de leurs intérêts s'intéressent d'abord. C'est là une condition essentielle pour acquérir ce qu'on appelle de l'autorité.

Qui ne sent que c'est seulement de cette façon, en devenant le militant estimé de ses camarades, possédant leur confiance, que l'on peut acquérir dans l'organisation syndicale une position solide, à l'abri des combinaisons occultes?

Mieux vaut se consacrer pendant des mois, voire des années, avec patience, à des questions étroitement corporatives et pour tout dire un peu mesquines que de lancer à longueur de journée des tirades antistaliniennes.

En cette matière, et lorsqu'on œuvre à la base, il paraît préférable de laisser l'initiative de l'attaque à l'adversaire. Il faut, quant à soi, résolument donner à la besogne quotidienne de défense et de revendication le pas sur les discussions politiques ou idéologiques. On doit s'opposer à l'institution permanente desdites discussions dans les assemblées syndicales. Il y a temps pour tout, que diable!, et l'on ne peut parler tendances toute l'année, ou alors c'est que l'on veut délibérément conduire le syndicat à la déconfiture.

En somme, les amis de l'indépendance du syndicalisme doivent être des praticiens de l'action syndicale. On ne pourra amener un syndicat au véritable syndicalisme qu'autant que l'on y comptera un noyau de militants d'atelier accomplissant avec zèle les tâches quotidiennes et montrant, par leur exemple, que les communistes n'ont pas le monopole de la défense ouvrière. Cela aussi, c'est une condition de la renaissance.

Il est une autre condition, qui se rattache impérieusement à celle que nous venons d'examiner. Dans cette action quotidienne, il s'agit de se montrer de meilleurs ouvriers que les communistes — ce qui est souvent facile à condition de s'en ocuper — et aussi de prouver, par la comparaison des résultats obtenus, la supériorité des méthodes spécifiquement syndicalistes sur les méthodes platement réformistes, et même au-dessous du réformisme, actuellement mises en œuvre tant par certains ex-confédérés que par les staliniens.

Par leur souci d'écarter des assemblées les discussions politiques ou de tendances, les syndicalistes peuvent déjà assurer à l'organisation une existence normale et sans à-coups, donc une capacité d'action supérieure. Comment cette capacité d'action se traduira-t-elle dans la réalité de chaque jour?

Il faut, évidemment, revenir aux vieilles règles de la stratégie ouvrière et considérer, avant tout, que les périodes de crise économique ne sont pas favorables à l'action syndicale offensive. En ce moment, par exemple, nous sommes sur la défensive, nous nous employons à protéger l'acquis, et, pour ce faire, nous utilisons tous les moyens à notre disposition, nous faisons flèche de tout bois. L'échec de la grève du 30 novembre provient en grande partie de ce que les ouvriers n'ont pas senti que la C.G.T. et ses organisations n'avaient que le désir de les défendre. Ils ont cru, et les staliniens tout comme les amis de Jouhaux se sont ingéniés à leur donner des raisons de le croire, qu'il s'agissait plutôt d'une opération politique. Tant que nos dirigeants syndicaux s'obstineront à mêler la politique intérieure et extérieure aux tâches quotidiennes du mouvement syndical, ils s'interdiront de grouper l'unanimité des travailleurs. Une C.G.T. purement syndicaliste aurait, elle, rempli cette condition; elle aurait, elle, fait échec aux décrets-lois. Ce que la C.G.T. n'a pu faire, nous devons le tenter, chacun dans sa corporation, avec la volonté d'obtenir le maximum de résultats.

Surtout, n'oublions jamais qu'il s'agit de défensive, qu'on ne peut, par conséquent, parler le langage de l'offensive, ni utiliser les moyens de l'offensive. En période de crise économique, il faut éviter de se laisser acculer à la grève corporative, ou alors soyons sûrs que les chômeurs ne feront pas œuvre de jaunes; il faut éviter de se laisser mettre à la porte de l'usine, car il faut conserver la force et l'autorité du syndicat. D'où, pour le plus révolutionnaire des syndicalistes, la nécessité d'une tactique parfois subtile, utilisant les moindres accidents du terrain pour assurer la protection de la troupe, tirant parti de tous les points faibles de l'adversaire.

Mais cela appelle un complément indispensable. Malgré les nécessités défensives, on ne doit jamais oublier que l'abondance du travail sonne l'heure de l'action. Tant qu'il n'y a que peu de travail et que la menace du chômage plane sur tous, il faut, comme on dit, « donner du fil », mais, évidemment, à la condition de se rattraper sitôt que le patron redevient vulnérable, c'est-à-dire sitôt qu'il a des commandes. Cela, un syndicaliste ne peut le méconnaître, ou alors, les ouvriers se diront que le syndicat ne sert jamais à rien.

Quand sonne l'heure de l'offensive, il faut se lancer. Et, puisque les patrons et les gouvernants ont eux-mêmes déchiré les traités qu'ils avaient signés, il faut se lancer avec la totalité de ses moyens. C'est-à-dire qu'à ce moment-là, il faut carrément envoyer promener les procédures de conciliation et d'arbitrage, et garder à la grève toute sa force qui, comme l'avait dit Briand, réside dans sa soudaineté.

Guerre sociale? Sans aucun doute. Nos gouvernants et nos patrons l'ont voulu. Les syndicalistes peuvent seuls leur répondre comme il convient.

M. Chambelland.

LES MÉFAITS DE LA COLONISATION DES SYNDICATS

Une scission chez les cheminots du Sud-Est

RESTONS FIDELES A NOTRE VIEILLE C.G.T. !

Un fait grave vient de se produire chez les cheminots de la région Sud-Est (ex-P.L.M.). Certains camarades ont jugé bon de fonder un nouveau syndicat en dehors de la C.G.T.; scission regrettable au moment où cette même C.G.T. est attaquée par tous les ennemis du peuple, tant au gouvernement qu'en dehors, par tous les capitaines d'industrie représentant ou défendant la puissance financière internationale. Sans doute, devient-il de plus en plus difficile de faire triompher le point de vue du pur syndicalisme dans notre C.G.T., alors que, malgré la faillite du Front populaire, cette même C.G.T. continue la politique de la présence dans des organismes politiques. Certes, nous ne pouvons que regretter une telle position, mais cela n'implique pas que nous devions quitter la C.G.T. (malgré ses faiblesses), car c'est le seul rempart de la liberté pour le prolétariat contre les puissances capitalistes et bourgeoises.

Dans une lettre adressée au camarade Raverat, un des responsables de ce nouveau mouvement syndical qui prend pour titre : « Fédération syndicale des cheminots en activité et en retraite », et dont le siège est à Lyon, je lui ai fait part de mon désaveu, et ce après avoir lu les statuts de cette nouvelle organisation. Si l'article 1er contient de bonnes choses, indépendance du syndicalisme, interdiction d'adhésion de ce mouvement à aucun groupe politique, philosophique ou religieux, impossibilité d'adhésion à un congrès du même ordre, interdiction du cumul des mandats politiques rétribués et des mandats syndicaux, en revanche, dès l'art. 2, il y a obligation, pour décider un mouvement de grève, du referendum. Un peu plus loin, il est dit que les syndicats qui ne se seront pas prononcés pour la grève dans la proportion des 2/3 ne seront pas astreints à effectuer la grève! (*sic*).

De plus, dans la structure — au titre II —, on divise les adhérents par catégorie, à la manière des Corporations; j'entends bien qu'immédiatement après, on constitue la section locale, qui rassemble ce que le syndicat proprement dit a éparpillé.

Enfin, je n'ai pas la certitude, et c'est encore une des raisons de mon opposition, que le but recherché par beaucoup des fondateurs de ce mouvement ne soit pas de s'assurer une place de vedettes dans ce nouveau mouvement plutôt que de lutter efficacement contre l'emprise stalinienne sur le mouvement syndical.

Pour ces raisons et bien d'autres encore, qu'il serait trop long d'énumérer, malgré le profond dissentiment qui nous sépare, tant des staliniens que des réformistes, les cheminots syndicalistes resteront fidèles à la C.G.T., et les dissidents lyonnais en seront pour leurs frais. C'est, du moins, le sort que je leur souhaite, comptant sur l'esprit de classe et sur la compréhension de l'ensemble des syndiqués qui resteront fidèles à notre vieille C.G.T.

E. PLONCARD,
des cheminots du Sud-Est.

POURQUOI S'EST FAITE LA CASSURE

Après l'article de notre ami Ploncard, qui condamne très nettement la constitution d'une fédération dissidente des cheminots, il nous paraît équitable de reproduire quelques-unes des raisons fournies par les principaux initiateurs de ce mouvement, d'abord pour que nos lecteurs puissent juger sur pièces, et aussi et surtout pour souligner une fois de plus les méfaits de la colonisation communiste.

La grève du 30 novembre est à l'origine du mouvement de division, et l'un des leaders de l'Union des cheminots du Sud-Est, Alphonse Debout, des mécaniciens et chauffeurs, s'en explique nettement, dans un article intitulé : « Camarades mâchurés (1), Debout vous parle! », paru dans le n° 1 du *Cheminot du Sud-Est*, article dont voici un extrait :

Mais quel est donc mon crime?

Comme tous les militants ayant des responsabilités importantes, surtout envers une catégorie de cheminots dont les conditions de travail sont particulièrement pénibles, j'ai été fortement impressionné à la parution des décrets-lois Daladier-Reynaud et, avec l'ensemble de mes camarades, j'éprouvai une vive déception. Nous en reparlerons aussi.

La C.G.T., qui siégeait à Nantes au moment même de la publication des décrets, décida dans un vote d'unanimité de manifester sa volonté contre ces décrets par un mouvement qui irait jusqu'à la grève générale, si le plan constructif qu'elle dressait contre eux n'était pas accepté.

Sémard, sans avoir consulté les cheminots de la base, ne s'appuyant que sur les ordres du jour d'assemblées générales ou de sections techniques (qui n'ont à l'avis de beaucoup que la valeur de mettre fin à des délibérations ou exposés trop longs qui rendent les réunions pénibles) engagea de son propre chef la Fédération des Cheminots et influença, par voie de conséquences, les secrétaires des autres fédérations.

Pour diminuer la responsabilité qu'il avait prise, il convoqua le conseil fédéral les 24 et 25 novembre. Pendant deux jours ont défilé à la tribune les délégués fédéraux de l'ensemble de la S.N.C.F. et j'affirme... qu'en dehors du premier orateur de Paris-Etat-Rive-Droite, les autres ont dévoilé bien des imperfections ou des craintes sur le succès du mouvement. Pour ma part, je suis intervenu et voici l'essentiel de mon exposé que l'on tente de déformer :

J'indiquai, comme mon camarade de l'Est qui m'avait précédé, que j'avais des craintes pour la participation des mécaniciens et chauffeurs sur ma région, que cependant le secrétaire de la section technique de Paris (Martin) m'avait dit la veille qu'à une réunion où ils étaient une quarantaine les camarades « attendaient ».

Que Nevers n'était pas pour le mouvement. Que j'avais des renseignements non officiels mais identiques pour Laroche. Que pour St-Etienne, le secrétaire (Rouchouze) m'avait annoncé la veille que l'on pouvait compter sur une forte majorité, Vénissieux de même. Pour ma part directe, je déclarais qu'à Lyon-Vaise on était unanime pour la manifestation de protestation du 26 novembre, mais qu'on ne ferait pas grève sans referendum et que Lyon-Mouche s'exprimait dans le même sens; accord pour le 26 novembre mais consultation pour la grève.

(1) Surnom pittoresque des mécaniciens et chauffeurs.

Retour de Paris, le 26 j'assistai à la manifestation où après la douche froide que je rapportais de Paris je constatai que la présence de mes camarades mécaniciens et chauffeurs ou conducteurs d'autorails était minime. Je décidai donc de prendre contact avec les responsables; Bénasse, des autorails de Vaise, Laurent, de la vapeur de Vaise, et Pollet, de la Mouche, que je vis le dimanche matin. Je leur exposai la situation et mon désir de dire toute la vérité à nos camarades. Une réunion fut décidée pour la Mouche le lundi à 17 h. et Vaise le mardi à 9 h.

Appelé à Paris, je passai la nuit de dimanche dans le train. Après avoir siégé à la réunion du Bureau de l'Union, je redébarquai à Lyon à 19 h. 30 avec des renseignements pessimistes.

Je les ai exposés à mes camarades de Lyon qui m'attendaient depuis 17 heures. J'en refis un exposé à la Bourse du Travail à 21 h., à la réunion du C.A.... Le lendemain, j'intervins à Vaise, dans le même exposé, où un referendum ayant l'unanimité moins 5 voix se déclarait contre la grève. Enfin, le soir à 20 h., bien que non convoqué, j'intervins de nouveau devant 700 cheminots réunis au Chalet Russe, où il n'y avait que 8 mâchurés seulement. Je fus traité plus bas que terre, jamais de ma carrière de militant je n'ai eu l'honneur de grossièretés, de menaces et d'injures pareilles.

C'est alors que je me retirai en déclarant que puisqu'il en était ainsi et qu'on ne voulait pas que je dise la vérité aux camarades, je reprenais ma liberté et je ne voulais pas, avant mon départ en retraite, avoir sur la conscience la responsabilité de la révocation de cinq ou six cents jeunes camarades sur la place de Lyon pour satisfaire les disciples d'un parti politique qui voyaient dans la grève des possibilités de rayonnement.

Voilà mon crime! Avoir dit la vérité puisque les événements ne m'ont donné que trop raison.

Pour avoir adopté une telle attitude, Alphonse Debout fut exclu du syndicat des cheminots de Lyon, qui est aux mains des communistes. Or, comme le fait remarquer un autre collaborateur du *Cheminot du Sud-Est*, René Raverat, dessinateur, ancien secrétaire général de la section technique Cadres et Bureaux, si Debout a travaillé le 30 novembre, *ses accusateurs en ont fait autant!* Et Raverat enregistre, dans les termes suivants, la rupture par les communistes du pacte d'unité :

Nous avons cru à la sincérité de nos partenaires. Nous avons été odieusement trompés!

La coupe de l'unité est brisée irrémédiablement.

Nous avons accepté en 1934 et 1935 une charte d'unité. Debout pour sa part a fait le maximum d'efforts et a réussi à faire adhérer à l'organisation unique l'ensemble de ses camarades de la Fédération Autonome des Mécaniciens et Chauffeurs.

Que disait cette charte d'unité?

« La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation.»

La charte d'unité est déchirée!

Debout est exclu pour avoir exposé librement son point de vue!

Debout est exclu pour avoir montré les dangers de la grève du 30 novembre.

Debout est exclu pour avoir souligné les causes de l'échec certain, pour avoir parlé en père de famille conscient de la répression et des victimes qu'elle allait entrainer, pour avoir disséqué, avec calme et sang-froid, la situation, en militant avisé, honnête et loyal.

Il est exclu par ceux qui, aveuglés par un esprit de parti, ont pris leurs désirs pour des réalités.

Nous n'avons plus rien de commun.

Que disait encore la charte d'unité?

« Les syndicats qui, par leur nature même et leur composition, rassemblent les travailleurs d'opinions diverses font preuve de l'esprit le plus large pour maintenir leur unité. »

La démonstration est faite! L'esprit le plus large consiste à exclure ceux qui ont le courage de dire la vérité.

Ensuite, c'est à la trique qu'on voudra faire marcher ceux qui resteront.

Nous ne sommes pas partisans de ces méthodes. Pour ma part je me refuse nettement à suivre communistes et communisants dans cette voie.

Je prends acte qu'ils viennent de rompre définitivement l'unité syndicale.

Enfin, dans le numéro 2 du *Cheminot du Sud-Est*, Debout précise pourquoi il considère, en accord avec ses camarades, comme impossible de « combattre dans la place » :

Ce qui a tué le mouvement syndical, c'est la reprise des pratiques de l'ancienne C.G.T.U. et en particulier la conquête de tous les postes importants de l'organisation par les communistes au détriment et par l'éviction des éléments indépendants ou non colonisables. Un à un, à une cadence plus ou moins rapide selon les circonstances locales, les militants non communistes sont évincés. Ce n'est pas que la masse des cheminots ne soit pas avec nous mais elle est dégoûtée d'entendre dans les assemblées syndicales tout autre chose que les problèmes corporatifs. Les cheminots syndicalistes désertant les réunions, en leur absence, ce sont les minorités virulentes qui imposent leurs directives, nomment leurs propres délégués pour les congrès. Pour toutes ces raisons (très bien coordonnées avec les directives communistes) cette tendance politique arrive à s'emparer de la majorité des organismes directeurs. Trop de syndiqués ignorent ces réalités et trop de militants les cachent.

Il ne s'agit pas que ce soit un tel plutôt qu'un autre qui soit à la tête. Là n'est pas la question. Elle réside en ceci : c'est que la marche des syndicats devient fonction de la majorité des dirigeants et c'est pour cela qu'elle rejoint les mots d'ordre du parti communiste.

Combattre dans la place? Pour avoir quelques chances de succès, il faudrait employer des moyens analogues, donner ou recevoir des mots d'ordre! Nous connaissons trop bien l'esprit de nos amis qui hésitent avant de venir avec nous pour savoir qu'ils ne se plieront jamais à une telle gymnastique.

Combattre dans la place? Dans l'hypothèse la plus favorable à laquelle peut-être songent-ils, les « indépendants attentistes » profitant des erreurs et des fautes reprendraient toutes les manettes de commandement. Combien de temps cela durerait-il? Dans six mois, un an, nos camarades seront de nouveau grignotés. Les communistes, après avoir laissé passer l'orage actuel qui les menace, reprendront du poil de la bête et la situation reviendra la même. Et, alors, les cheminots seront conduits à de nouvelles aventures et feront de nouveau les frais de catastrophiques expériences pour servir des buts politiques, et la défense des revendications sera abandonnée un peu plus.

Combattre dans la place? Allons-donc! Que voulez-vous tenter maintenant qu'une grosse partie des effectifs de votre Fédération a disparu, découragée par les luttes intestines qui se déroulent, luttes politiques, luttes de places, le tout au détriment des intérêts professionnels des cheminots!

Nous sommes, nous, pour le regroupement à l'extérieur. Il doit être rapide, plus rapide même que le débarquement de ceux qui n'ont plus notre confiance.

Encore une fois, nous ne sommes pas d'accord avec les fondateurs de la fédération dissidente des cheminots, mais il était-il pas indispensable de montrer qu'en réalité c'est la colonisation communiste qui est la cause essentielle de cette cassure?

Les instituteurs du Rhône et la grève du 30 novembre

Une nouvelle lettre de Jacquet

J'ai reçu du camarade Jacquet la lettre que voici :

Mon cher camarade,

Il s'est glissé une erreur dans votre réponse à ma lettre. Je n'approuve pas la position prise par la section du Rhône le 30 novembre 1938. Mais je ne la blâme pas; je m'efforce de la comprendre et je l'excuse.

Au sujet des termes que j'emploie et que vous paraissent trop vifs, je ne saurais rien y changer. Si la C.G.T. est votre; elle n'est pas mienne; elle n'est pas notre. Pour que la C.G.T. soit mienne et soit notre il faudrait qu'elle soit la maison de verre qu'elle n'est pas; il faudrait que les minorités y aient leur part de champ et d'ombre et s'y sentent à l'aise; il faudrait que le langage des dirigeants soit sincère; il ne faudrait pas que lorsque nos colonels nous parlent de lutter contre les décrets-lois on pense invinciblement qu'il s'agit de défendre l'Ukraine, tout au long de la ligne Maginot.

J'ai honte d'appartenir à la C.G.T. telle que nous l'ont faite les maquignons staliniens et corporatistes. J'ai honte d'y coudoyer des individus qui approuvent les assassinats de Moscou et ont, à peu de chose près, l'âme des « tueurs » qui ont supprimé Ignace Reiss.

Depuis cinq ans le mensonge nous étreint. C'est pour lutter contre lui, c'est pour rendre le syndicalisme à lui-même que nous sommes restés groupés à l'Ecole Emancipée et que nous avons formé une opposition totale et organisée.

La C.G.T. est d'autant moins mienne que ses colonels sont des adversaires déclarés du syndicalisme. Les uns sont intégrés à l'Etat bourgeois. Les autres, à la C.G.T.U., avaient la haine du syndicalisme, de son esprit de liberté, de son fédéralisme. Ces autres, à la C.G.T.U., avaient au moins le mérite de la franchise brutale. Leur haine du syndicalisme leur sortait par tous les pores. Maintenant ils le haïssent plus que jamais, seulement ils n'extériorisent plus leurs sentiments. Ils opèrent à la manière feutrée des disciples d'Escobar. Ils n'en sont que plus dangereux et ils sont devenus répugnants.

Au congrès du S.N., à Nantes, après l'une des séances de l'opposition, un camarade s'écria : « Le vrai Congrès est là! ». Parole profonde et juste. C'est l'opposition qui a une structure syndicaliste. Les amis de l'Ecole Emancipée forment un syndicat de fait; les Cercles syndicalistes forment dans l'ensemble une C.G.T. de fait. C'est parce que nous avons le ferme espoir de vaincre auprès des masses que nous restons dans une Centrale qui n'est notre en rien, vu qu'elle n'exprime en rien notre expérience d'opposants.

A vous bien cordialement.

A.-V. JACQUET.

⁂

Donnons acte à notre camarade Jacquet qu'il désapprouve l'attitude du Syndicat de l'Enseignement du Rhône sans, toutefois, la blâmer. Cela n'enlève rien à l'opinion que j'ai exprimée.

Je ne suis, pour le reste, pas d'accord non plus avec Jacquet. Loin de moi l'idée d'identifier la C.G.T. avec ses dirigeants actuels! De même, je rejette l'opposition systématique et l'organisation en tendance. D'autant qu'il y a, au moins, le même sectarisme dans la tendance prônée par Jacquet que chez les staliniens, et que c'est, d'ailleurs, l'aboutissement fatal de toute organisation fractionnelle. Ici, encore, mon cher Jacquet, l'expérience a parlé.

L'opinion d'un instituteur du Centre

Un instituteur d'un département du Centre m'envoie le lettre suivante :

Camarade,

Permettez à un jeune abonné à la R. P. *d'ajouter un mot au débat sur la participation à la grève.*

Au 25 novembre, à l'annonce de la décision de grève je n'ai pas hésité une seconde. Cette grève n'était pas notre grève. Une seule attitude était possible : opposer un refus catégorique à l'ordre lancé sans consultation des adhérents. La question de la discipline ne se posait pas :

Ni sur le plan confédéral puisque les délégués au Congrès de Nantes n'étaient pas — sauf ceux du Livre — mandatés pour voter la grève.

Ni sur le plan du Syndicat national des instituteurs puisque les représentants des sections qui votèrent la grève ne traduisaient que leur sentiment personnel ou celui d'une petite minorité, nullement celui de l'ensemble des instituteurs syndiqués qui étaient, il faut insister là-dessus, opposés au principe même de la grève.

Elle ne se posait pas davantage sur le plan de ma section départementale, puisque l'assemblée générale, réunie le 24, n'avait pas pris position.

Il était dès lors permis à ceux qui jugeaient la grève folle et criminelle de s'y refuser et même de la combattre publiquement. C'est avec joie, mais sans surprise, que j'appris la position du Syndicat du Rhône. Par contre je fus abasourdi de voir des militants en qui j'avais pleine confiance se rallier à une grève dirigée contre la paix même si ses promoteurs ne le disaient pas ouvertement. Faut-il vous rappeler, camarade Chambelland, ce que vous écriviez dans la R. P. *du 10 octobre :* « Nous entrons, tout le monde le sent, dans une période difficile pour la classe ouvrière... M. Daladier sait que ceux qui ont dit « Il faut savoir terminer une grève » sont capables de dire, maintenant, qu'il faut savoir provoquer une grève, des grèves, le plus de grèves possible et renverser ce gouvernement de capitulards et d'hitlériens...

Nous devons redouter comme le feu d'être entraînés dans les aventures que vont rechercher maintenant ceux qui veulent avant tout une revanche politique... Qui sait si nous n'allons pas vers un nouveau et encore plus atroce et plus obscur Clichy?

Quelles que soient les difficultés de la période toute nouvelle où nous venons d'entrer, pénétrons-nous bien de cette crainte. Plus que jamais, nous allons marcher sur des chemins pavés de pièges.

NOUS SOMMES DÉCIDÉS A NE PLUS SERVIR EN AUCUN CAS DE MASSE DE MANŒUVRE A CES MESSIEURS DU GUÉPÉOU. » (*C'est moi qui souligne*).

Comment l'homme qui a écrit le 10 octobre ces lignes si courageuses, si clairvoyantes et si sensées a-t-il pu faire la grève du 30 novembre? Voilà qui me confond. Camarade Chambelland, vous nous devez des explications.

Salutations syndicalistes.

⁂

C'est bien volontiers que je donne les explications réclamées par notre camarade.

Entre le 10 octobre et les 30 novembre, il y a eu, simplement, les décrets-lois.

Si nos amis instituteurs n'étaient pas touchés par ces décrets, ce fut tant mieux. En ce qui nous concerne, et comme je l'ai déjà plusieurs fois écrit, les décrets constituaient la plus audacieuse tentative d'abolir non seulement les avantages acquis en juin 1936 mais aussi des conditions de travail et de salaires obtenues par un effort syn-

dical de plusieurs dizaines d'années. Pour nous la résistance s'imposait.

Les décrets-lois atteignant toutes les corporations de l'industrie privée, cette résistance devait être générale. La grève de 24 heures aurait dû être, à notre avis, le point de départ de la bataille que, les uns et les autres, nous étions contraints de mener. Le mouvement n'a pas réussi... Il nous est devenu très difficile de résister à l'application des décrets. Depuis le 30 novembre, la plupart des corporations ont reculé. Que reste-t-il, aujourd'hui, de nos conventions collectives, du droit syndical, du droit de grève, des délégués d'atelier, de la semaine de 40 heures?

Si la grève avait été un succès, la situation serait certainement bien différente.

Voilà pourquoi, à Nantes, nous avions proposé la grève — sans être, d'ailleurs, plus mandatés pour ce faire que les autres délégués, pour l'excellente raison que les décrets ne furent connus qu'après l'ouverture du congrès.

Sommes-nous tombés dans un piège de ses « Messieurs du Guépéou »? Je ne le crois pas. A Nantes, ils n'étaient pas très chauds pour la grève. On sentait chez eux plutôt le désir de « se couvrir » vis-à-vis de leurs troupes que la volonté d'agir réellement. Leur attitude dans la grève elle-même a montré qu'ils ne souhaitaient pas son succès. Reportez-vous, mon cher camarade, à la lettre d'un des agents russes les plus qualifiés, le citoyen Pierre Semard, secrétaire général de la fédération des cheminots, écrivant au *Temps* qu'il avait personnellement obéi à l'ordre de réquisition et rejoint son poste.

Or, dans tout le pays, l'attitude des organisations des transports, presque toutes aux mains des communistes, a été déterminante de l'échec.

Il faut, c'est entendu, prendre garde aux pièges qui nous sont tendus par les serviteurs de Staline. Mais, c'est leur donner prise, c'est faire leur jeu, que de ne pas participer à l'action décidée par l'unanimité d'un congrès confédéral. — M. Ch.

Pour les dettes du "Cri du Peuple"

CINQUIEME LISTE

E. Ballereau (Indre)	30.—
Josette et Jean Cornec (Finistère)	50.—
Lagain (Côtes-du-Nord)	10.—
Paul Vialatte, janvier et février	20.—
J. B. (Saône-et-Loire)	20.—
Total de la cinquième liste	130.—
Listes précédentes	4.504.10
Total	4.634.10

RELEVE DES DEPENSES

Solde Messageries Hachette	847.85
Frais du virement postal	0.30
Trois versements à M. Dangon	900.—
Frais de ces versements	10.50
Total	1.758.65

RECAPITULATION

Recettes	4.634.10
Dépenses	1.758.65
En caisse le 20. 2. 39	2.875.45

Adresser les souscriptions au compte postal 2065-09, Maurice Chambelland, 3, place Séverine, Le Pré-Saint-Gervais (Seine).

Merci à tous !

M. Chambelland.

EN PASSANT...

L'U.D. des Alpes-Maritimes fait de l'électoralisme.

On connait les incidents de la vie municipale de la petite commune de Vallauris-Golfe-Juan, dans les Alpes-Maritimes. Le maire, M. Chalmette, démissionnaire du parti communiste, a fait les électeurs juges du différend qui l'opposait à ses anciens amis. Ces derniers furent battus, mais, possédant encore la majorité au conseil municipal, prétendirent, nonobstant le verdict des urnes, conserver cette majorité. D'où nouvelles démissions de M. Chalmette et de ses colistiers, et nouvelles élections, qui viennent d'avoir lieu et dont les résultats furent, d'ailleurs, une tape magistrale pour les staliniens.

A l'occasion de ces élections, les lecteurs du quotidien front populaire de Nice, le *Petit Niçois*, ont pu lire un appel du Comité départemental du front populaire, dans le numéro du 11 février. Précisons : cet appel en faveur de la liste communiste et communisante était signé, comme il est normal, de Spinelli, secrétaire dudit Comité, mais, on trouvait immédiatement après, et en tête des multiples organisations adhérentes au front populaire, la signature du « *L'Union départementale des Syndicats (C.G.T.)* ».

Eh bien! nous estimons que cela est intolérable. Les syndicats, les unions des syndicats, les fédérations, la C.G.T. sont autant d'organismes qui, par leur nature, n'ont pas le droit de se mêler à la bagarre électorale. Ils doivent, au contraire, s'en garder comme du feu, car, comment pourraient-ils, ensuite, grouper les travailleurs, tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses? Sans nul doute, il se trouve, parmi les électeurs de M. Chalmette, des ouvriers, donc des syndicables, sinon des syndiqués. Comment ces ouvriers pourront-ils désormais se sentir à l'aise dans une U.D. prenant ainsi parti à l'occasion d'élections municipales?

Faisant observer que, malgré son adhésion au front populaire, la C.G.T. n'a jamais apposé sa signature au bas d'une manifeste électoral, nous demandons que soit rappelée à l'ordre l'Union départementale des Alpes-Maritimes dont le secrétaire est, statutairement, administrateur de la C.G.T.

La question est posée de savoir si une union départementale de syndicats peut prendre part à la foire électorale. Nous mettons à la disposition du bureau de la C.G.T. l'appel électoral signé de l'U.D. des Alpes-Maritimes, paru, répétons-le, dans le *Petit Niçois* daté du samedi 11 février 1939. La direction de la C.G.T. va-t-elle tolérer ces agissements, d'ailleurs antistatutaires?

L'Union soviétique pratique la « politique de fermeté ».

C'est un communiqué de l'agence Tass, donc un communiqué officiel du gouvernement de Moscou, qui nous a appris la signature, à Rome, de nouveaux accords commerciaux entre l'Italie fasciste et l'Union soviétique.

En voici le texte :

On télégraphie de Moscou :

L'agence Tass publie le communiqué suivant :

« L'ambassadeur d'U.R.S.S. à Rome, M. Stein, et le représentant commercial Popov, au nom de l'U.R.S.S., et le ministre des affaires étrangères, comte Ciano, au nom de l'Italie, ont signé aujourd'hui mardi (7 février 1939) plusieurs protocoles et accords économiques liquidant les questions litigieuses et qui réglementent les échanges commerciaux entre l'U.R.S.S. et l'Italie. »

Un article du *Giornaie d'Italia* précise que, du fait de ces accords, la valeur annuelle des échanges entre les deux pays s'élèvera à un milliard de lire.

L'Union soviétique fournira à Mussolini du mazout, du manganèse, du charbon, de l'orge, du blé et du bois.

Cette forme imprévue de la « politique de fermeté » à l'égard du fascisme fera-t-elle réfléchir ceux qui suivent actuellement les dirigeants communistes français?

Nous le souhaitons vivement.

Puissent-ils ne pas se contenter de la réponse que fit un jour, à Nice, le citoyen Benoît Frachon à un camarade qui lui demandait s'il était exact que l'Union soviétique fournissait du pétrole a l'Italie.

« Mais oui, répondit Frachon, c'est vrai. Et avec l'argent qu'elle reçoit de Mussolini, l'Union soviétique peut envoyer des avions aux républicains espagnols. »

Quel toupet, ce Frachon!

On aurait pu lui répondre de la même façon que le pétrole fourni par l'Union soviétique alimentait, lui, les avions au service de Franco, ce qui eût été certainement plus vraisemblable que l'histoire de l'argent permettant à l'U.R.S.S. de construire des avions (!). D'autant qu'il s'agit d'*échanges*, que le pétrole fourni par l'U.R.S.S. est payé par l'Italie en marchandises.

A tous les staliniens qui viennent dans nos assemblées syndicales prôner la « politique de fermeté », nous pourrons désormais lire le texte officiel ci-dessus et ajouter :

« En fait de politique de fermeté, vous feriez beaucoup mieux de la fermer! ».



JOURNAUX • LIVRES, REVUES

L'ERE DES TYRANNIES, par **Elie Halévy** : Etudes sur le socialisme et la guerre, avec préface de C. Bouglé (Librairie Gallimard : 30 frs).

Les véritables historiens reconnaissent avoir fait il y a un an une perte énorme en la personne d'Elie Halévy. Professeur à l'Ecole des Sciences Politiques, il avait été dès sa jeunesse en relations très suivies avec les milieux anglais; il avait beaucoup étudié les questions économiques et sociales qui se posent en Angleterre, et il laisse inachevée une monumentale Histoire du peuple anglais au dix-neuvième siècle, en 6 volumes. Qu'on ne s'étonne donc pas si, au cours de ses démonstrations, beaucoup de ses exemples sont pris en Angleterre.

Le volume dont je veux vous parler, l'Ere des Tyrannies, paru au milieu de l'année dernière, rassemble « un certain nombre d'études, articles ou conférences, rédigés par Elie Halévy lui-même, et dispersés dans des revues ou des collections : toutes se rapportent aux problèmes posés par le socialisme ». (Préface de Bouglé). La suite des titres est déjà par elle-même évocatrice : « La doctrine économique saint-simonienne » (1908), « La politique de paix sociale en Angleterre » (1919), « Le problème du contrôle ouvrier » (1921), « Etat présent de la question sociale en Angleterre » (1922), et enfin les trois dont je vous entretiendrai particulièrement : « Une interprétation de la crise mondiale de 1914-1918 » (Conférences prononcées à Oxford en 1929), « Le socialisme et le problème du parlementarisme démocratique » (Conférence prononcée à Chathan House en 1934) et « L'Ere des Tyrannies » (communication suivie de discussion à la Société Française de Philosophie, le 28 novembre 1936) qui donne au recueil son titre général.

Avant d'aborder l'exposé des principales idées de Halévy sur les rapports du socialisme, de la démocratie et de la guerre, je voudrais dire que ce qui m'a frappé au premier contact c'est la noblesse et le courage de son tempérament intellectuel, alliés à une modestie toute naturelle. Veut-il expliquer pourquoi, dans sa jeunesse, il ne fut pas socialiste, il dit simplement : « C'est pour un motif dont je n'ai aucune raison d'être fier. C'est que je suis né cinq ou six ans trop tôt... Si j'avais eu cinq ans de moins, si j'avais été le camarade de Mathiez, de Péguy, d'Albert Thomas, il est extrêmement probable qu'à vingt et un ans j'aurais été socialiste... » Et de déduire impitoyablement : Lorsque, appliquant à nous-mêmes les méthodes de la recherche historique, nous sommes amenés à découvrir les raisons de nos convictions, nous constatons souvent qu'elles sont accidentelles, qu'elles tiennent à des circonstances dont nous n'avons pas été les maîtres. Et peut-être y a-t-il là une leçon de tolérance. Si on a bien compris cela, on est conduit à se demander s'il vaut la peine de se massacrer les uns les autres pour des convictions dont l'origine est si fragile ». Quelle leçon aux demi-savants!

L'originalité de la position d'Elie Halévy consiste en ces trois propositions :

— la guerre a, entre autres, des origines révolutionnaires;
— la tyrannie a, entre autres, des origines guerrières;
— la tyrannie a, entre autres, des origines socialistes.

« Mon premier point, dit-il, sera qu'il y a une ressemblance profonde entre les deux concepts » (de « guerre » et de « révolution ») : d'abord parce que les deux faits viennent d'une rupture d'équilibre, pour l'un entre des classes, pour l'autre entre des nations; ensuite et surtout, qu'il est souvent difficile de les distinguer l'un de l'autre. La révolte de l'Irlande contre l'Angleterre, « éveil d'une nation naissante, l'appellerat-t-on révolution ou guerre nationale? » L'invasion de la Belgique et de la Rhénanie par les armées françaises en 1792, « était-ce là une guerre au sens strictement militaire du mot, ou une révolution qui se propageait? » La Guerre de Trente Ans, c'est une crise révolutionnaire intérieure à l'Allemagne qui s'est étendue à un conflit européen. Quant à la guerre de 1914-1918, Elie Halévy en voit la grande cause dans les soulèvements nationaux des peuples opprimés de l'Europe Centrale et des Balkans. Le souffle de liberté (à la fois nationaliste et révolutionnaire), parti du Japon, gagna la Chine et l'Inde, et par la Perse aboutit en Turquie et en Autriche. Et de rappeler l'avertissement d'Albert Sorel (1878) : « Le jour où l'on croira résolue la question d'Orient, l'Europe verra se poser la question d'Autriche ». Mais l'interprétation des causes de la guerre donnée par la philosophie dite « économique » ou « matérialiste » de l'histoire? Elie Halévy y voit beaucoup d'objections, et il énumère les faits importants qui, de 1911 à 1914, prouvent que « le capitalisme représentait la paix », arrivant à cette conclusion que « la triple déclaration de guerre (des Empires Centraux à la Serbie, à la Russie et à la France) doit être imputée à l'Etat de décomposition de l'Empire austro-hongrois, au fait que le principe révolutionnaire des nationalités le travaillait au dedans de ses frontières ». A ceux de ses lecteurs qui s'étonneraient de son peu de souci de l'activité diplomatique, Halévy répond : « La responsabilité des maux qui tourmentent l'humanité doit être transférée des hommes d'Etat au commun peuple, c'est-à-dire à nous-mêmes... A nous de substituer un esprit de compromis à un esprit de fanatisme ». Et même mieux : « Tant que nous n'aurons pas développé un fanatisme de l'humanité assez puissant pour contre-balancer ou pour absorber nos fanatismes de nationalité, n'allons pas charger nos hommes d'Etat de nos propres péchés ».

Que la tyrannie (la dictature qui dure) ait une origine guerrière, voilà qui n'est guère discutable. « Pour produire celle-ci (la tyrannie moscovite), il a fallu, non pas la propagation de l'idée marxiste, mais l'expérience des quatre années de guerre mondiale qui ont démontré de quels pouvoirs les progrès du militarisme, du bureaucratisme et de la

science ont investi l'Etat moderne. De cet état de guerre j'ai déduit en premier lieu l'avènement du bolchevisme, en second lieu l'avènement du fascisme italien et du national-socialisme allemand. Ces « frères ennemis » ont un père commun, qui est l'état de guerre ».

La filiation qui mène le socialisme vers la tyrannie, si délicate qu'elle soit à exposer, ne m'en semble que plus importante parmi les nouveautés dont ce livre nous donne le plaisir. Ce qui a aiguillé la pensée d'Elie Halévy vers cette observation, c'est d'abord — il l'avoue très modestement — la connaissance qu'il a faite dès sa jeunesse, en Angleterre, des époux Sidney Webb et de leur collectivisme totalitaire. « J'entends encore Sidney Webb m'expliquant que l'avenir était aux grandes nations administrées, gouvernées par des bureaux, et où l'ordre était maintenu par des gendarmes ». C'est aussi ce fait que dans ses premiers cours, aux Sciences Politiques, il avait été amené « à insister... sur le socialisme autoritaire, monarchique ou chrétien; sur Napoléon III, subissant l'influence des saint-simoniens; sur Bismarck, subissant celle de Lassalle ». Tout ceci l'amène à constater que le socialisme, dès son origine, souffre d'une contradiction interne entre ses deux tendances à la liberté et à l'organisation; ce qu'il exprime très nettement ainsi : « Le mouvement ouvrier, depuis sa naissance, souffre d'une contradiction interne. D'une part, on peut le concevoir comme un mouvement de libération, comme un mouvement de révolte contre le système de la fabrique, contre l'asservissement du travail par le capital industriel. Mais, d'autre part, les ouvriers en révolte contre cette oppression sont obligés, pour se protéger contre elle, de se mettre à la recherche d'une nouvelle organisation par contrainte, à la place des organisations périmées que le libéralisme révolutionnaire a détruites ». Il est certain que l'idéal à réaliser, comme Proudhon l'a montré depuis longtemps, c'est l'équilibre, par influences réciproques, des deux principes de liberté et d'autorité. Mais comme il est difficile de ne pas glisser au fascisme sur la pente du socialisme d'Etat! « Si vous commencez par admettre que l'Etat doit fixer les salaires et limiter les profits, pourquoi n'admettriez-vous pas que l'Etat fixe les prix au moyen du protectionnisme, ou de toute autre mesure étatiste? Mais cet Etat auquel vous faites appel, c'est l'Etat national et traditionnel, avec tout son appareil militaire et moral. » Et Elie Halévy avouait à ses auditeurs anglais de 1934 qu'il croyait discerner, venant des plus divers horizons politiques, une même voix qui disait : « Nous vivons dans un chaos économique et seules des mesures plus ou moins dictatoriales pourront nous en tirer ».

Bernard DENIZET.

LA VOIE DE L'INTERNATION
(Les vues d'Harold Laski)

Il me semble d'un vif intérêt de faire connaître aux lecteurs de la *R. P.* les vues sur l'Internation. du grand juriste socialiste Harold Laski.

La pensée du savant professeur me paraît avoir d'autant plus d'importance que l'Angleterre a certainement commis, au cours de l'histoire, de lourdes fautes vis-à-vis de ses colonies et des autres nations. Mais, fait réconfortant : elle pouvait, — d'après ses propres principes, — redresser ses erreurs et condamner ses fautes car elle faisait figure d'accusée envers elle-même. « Pour les peuples sujets de l'Empire, Irlandais, Indiens, Egyptiens, la lutte pour l'autonomie n'était jamais sans espoir, — écrit Walter Lippmann. Leur cause était toujours soutenue par une grande partie de l'opinion britannique et pouvait toujours trouver sa justification dans les principes mêmes de l'Etat britannique. Ceux qui luttaient pour l'autonomie ne pouvaient manquer de finir par vaincre et c'est bien ce qui est arrivé. »

Chose rare : en Harold Laski il n'y a rien du Tartufe internationaliste qui parle de l'oppression... chez les autres, mais se refuse à voir l'oppression dont il est l'auteur ou le complice chez lui. Harold Laski n'hésite jamais, — tel Proudhon, — à condamner sa patrie quand elle a tort. Suivons donc un aussi bon guide.

⁂

C'est au terme de son admirable livre, *La liberté,* que le professeur Laski nous parle de la nation, après avoir traité de l'Etat (1). Pour lui l'Etat ne mérite ni encens, ni sacrifices. « Un bon gouvernement, dit-il, est simplement celui qui satisfait le plus grand nombre de besoins possible. Il n'est mystérieux, ni divin. C'est simplement un groupe d'hommes prenant des décisions, lesquelles, à la longue, meurent ou vivent selon ce que les autres en pensent. »

Si nous nous faisons de l'Etat une idée aussi raisonnable, si nous le jugeons faillible, soumis à la morale commune, la nationalité nous apparaît comme « un phénomène psychologique plutôt qu'un phénomène juridique. C'est dans le domaine psychologique, non dans le domaine juridique, que nous devons chercher à satisfaire ses revendications. »

Tout change si la nation a le droit d'être un Etat, car l'Etat moderne s'attribue gaillardement la souveraineté. Or « *la portée juridique de la souveraineté est la compétence absolue.* » Au nom de cette compétence, l'Etat a le premier et le dernier mot en tout. Il piétine sa propre légalité et détruit nos libertés fondamentales. Nous avons vu ainsi le sieur Daladier faire donner la garde au nom d'une morale d'Etat fort élastique. Rien d'étonnant à cela : « Il n'est pas de crimes qu'ils (les Etats) n'aient pas été prêts à commettre pour le maintien ou l'extension de leur propre puissance. Il suffit de se souvenir des actes que, durant la guerre, les Etats ont commis les uns contre les autres, aux applaudissements de leurs sujets, pour réaliser que la reconnaissance de l'unité nationale sous la forme de l'Etat implique la destruction de la liberté individuelle et la violation de la justice internationale. »

Il y a plus : la souveraineté de la nation-Etat a comme conséquence inévitable, la défense des prérogatives économiques et par suite le hideux impérialisme « dont le caractère éternel a été décrit par Thucydide dans le passage où il relate la fin tragique de Mélos ».

Citoyen d'un pays qui a énormément colonisé, Harold Laski a le grand courage de ne pas admettre le colonialisme. Il écrit avec force : « Même dans le cas où l'impérialisme a entraîné pour le peuple vassal des avantages certains, comme dans celui de la Grande-Bretgne aux Indes ou des Etats-Unis aux Philippines, la disparition de la responsabilité et l'abaissement du caractère qu'entraîne fatalement toute domination étrangère représentent un prix bien lourd en échange des bienfaits de l'administration du suzerain. »

Nous voyons en ce moment nos gouvernants couper tous les ponts derrière eux, au sujet de *leur* Tunisie, comme si ce pays n'avait pas été enlevé à ses légitimes occupants. Ils parlent du prestige de la France, ils évoquent la souveraineté de l'Etat. C'est là une attitude inqualifiable, car pour tout esprit droit il ne peut s'agir que d'harmoniser les droits des Français, des Italiens et des Tunisiens. C'est surtout à ces derniers que justice doit être rendue.

Le stade de la nation-Etat doit partout être dépassé. Harold Laski écrit très justement : « La

(1) *La liberté,* par Harold Laski. Librairie du recueil Sirey, rue Soufflot, Paris (5e). Prix : 25 fr.

science et l'organisation économique moderne ont réduit le monde à l'unité de l'interdépendance; il en résulte la suprématie des besoins cosmopolites par rapport aux revendications nationales. » Donc une nation doit consulter ses voisins « compromettre avec eux, chercher les moyens de résoudre les problèmes en termes pacifiques ». En dépit de tous les vieux hurleurs réactionnaires, — et les plus dangereux sont incontestablement les staliniens du type Cachin-Péri, — il faut oser dire que « la souveraineté des Etats, telle qu'on la concevait au 19me siècle, est périmée et dangereuse dans un monde tel que le nôtre; elle donne à la nation-Etat une autorité incompatible avec l'équilibre du monde; elle invoque le facteur prestige dans des domaines où il ne peut légitimement s'appliquer ». Harold Laski écrit avec plus de grandeur encore : « La souveraineté nationale, dans son acception intégrale, implique la faculté de ruiner la civilisation; cette implication ne peut être considérée comme nécessaire à l'indépendance nationale. »

Ne nous inclinons pas devant l'Etat, ce Baal friand de larmes et de sang humains. Assez de grands mots ruinant nos libertés et notre bonheur! Voyons les Etats sous un jour plus modeste, plus simple : « Leurs buts sont des plus ordinaires, humains comme tous les autres; ils ont pour mission d'assurer le bonheur de leurs membres. Les Etats doivent être jugés exactement d'après les mêmes principes que les syndicats, les églises ou les associations scientifiques. »

Nul besoin de souveraineté pour qu'une nation soit heureuse. Tel est le cas de l'Ecosse et du Pays de Galles qui sont incontestablement des nations. « Ces pays n'ont pas les prérogatives de la souveraineté, mais n'en souffrent pas. » Leur situation « n'est pas plus humiliante que celle d'un gouvernement qui agit conformément aux vues de ses propres sujets ».

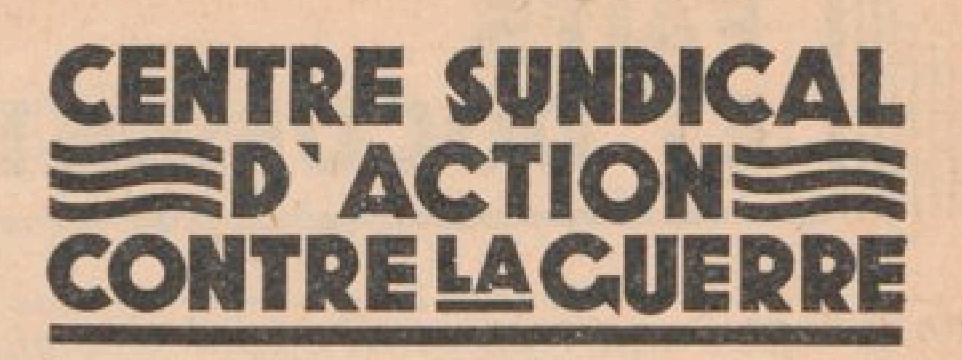
Certes les possibilités que l'Internation a de se réaliser sont actuellement réduites. Mais l'Internation est dans la ligne des techniques progressives, dans le sens de la raison, de la liberté et du bonheur. « L'idée d'un Etat mondial se dessine lentement, péniblement, avec hésitation devant nos yeux; la constitution d'un tel Etat est logique dans une communauté internationale aussi inévitablement interdépendante que la nôtre. On peut en tirer la conclusion que souveraineté nationale et communauté internationale s'affrontent comme incompatibles. »

Notre auteur montre par des exemples saisissants que, dans une communauté internationale, la France et l'Angleterre ne cesseraient pas d'être des nations glorieuses si elles subissaient certaines modifications profondes dans leur armée, leur marine, leurs finances, leurs colonies. Il ajoute avec simplicité : « Une autorité internationale sera vraisemblablement douée d'une dose moyenne de bon sens et il n'est pas plus probable qu'elle tende à la catastrophe plus qu'aucune autre autorité. » Et il conclut en ces termes : « La capitulation du principe de la souveraineté nationale est la capitulation de la puissance d'agression. »

A.-V. JACQUET.

Il ne peut y avoir rien de vivant et d'humain en dehors de la liberté, et un socialiste qui la rejetterait de son sein... nous mènerait tout droit à l'esclavage et à la bestialité.

BAKOUNINE.



Dans nos deux précédents communiqués ainsi que dans la « Feuille Bimensuelle », nous avons résumé ce que nous pensions de la tragédie espagnole.

Nous y reviendrons, car cette atroce duperie est riche d'enseignements pour l'action antibelliciste que nous menons.

Là-bas comme ici, les travailleurs furent proprement trahis par la coalition électorale dite « front populaire ». Là-bas comme ici, ils manquèrent de vigilance et de volonté d'indépendance, en confiant la direction de leurs affaires aux bavards, aux bluffeurs et aux agents de l'adversaire. Là-bas comme ici, comme partout en pareil cas, ils furent victimes d'un bourrage de crâne officiel et totalitaire sans lequel d'ailleurs aucune guerre n'est possible.

Quant au rôle des financiers franco-anglais qui, *dès le début*, ont fait connaître à Franco leur indéfectible attachement et garanti son succès par la non-intervention, il est un hideux monument de monstrueuse perfidie. Après avoir volontairement laissé se prolonger le massacre — alors qu'il leur était si facile d'imposer leur médiation — les puritains de la Cité et les chrétiens de la Bourse vont présider à l'exploitation de ce qui survit. Eux restant les grands triomphateurs d'une politique contre laquelle aucune action ouvrière réelle ne fut engagée.

Répétons-le : le mouvement syndical lié indirectement à cette comédie peut se réhabiliter en rassemblant ses forces et ses moyens pour assurer la vie sauve aux milliers de militants espagnols et à leur famille, par l'organisation d'une émigration vers des pays hospitaliers.

Ceci, à défaut d'une amnistie problématique et incontrôlable dont nous avons de bonnes raisons de nous défier.

Le Foyer pacifiste des Parisiens

On sait que nous projetons de créer un Foyer pacifiste comme centre de ralliement des syndicalistes antibellicistes de la région parisienne. Pour le développement de nos idées, cette réalisation est indispensable. Si des moyens suffisants nous sont accordés nous installerons le Foyer dans un magasin d'une rue passante, afin d'y exposer d'une manière originale et publicitaire les arguments des pacifistes. Toute la littérature antibelliciste y trouverait asile et y serait vendue, des cours documentaires organisés, le matériel de propagande entreposé, nos camarades de province reçus, etc.

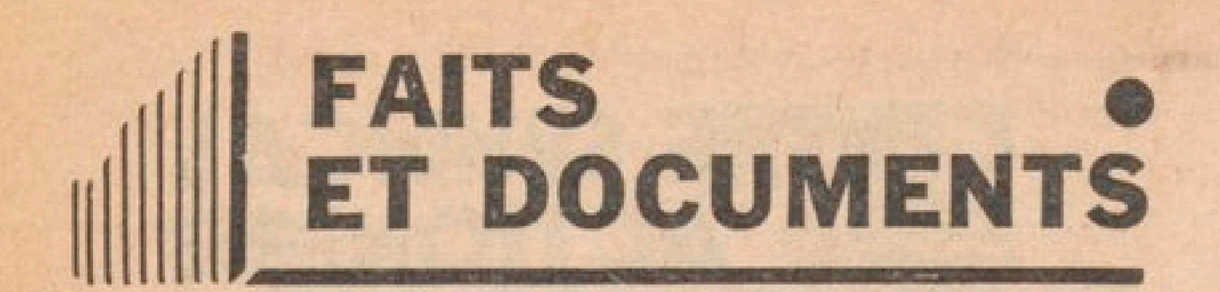
Nous avons lancé cette idée en décembre dernier en demandant aux milliers de syndicalistes parisiens d'adresser dix francs à Maupioux, 46, rue de Babylone, chèque postal 1959-32, Paris.

Les abonnés à la « Feuille Bimensuelle » réunis en assemblée générale connaîtront les premiers résultats obtenus. Les décisions qu'ils prendront seront portées à la connaissance de tous nos camarades, dans le prochain communiqué hebdomadaire.

Le secrétariat.

Groupe pour la paix

« Tambour », 10, place de la Bastille, Paris. Réunions, permanence, conférences tous les 1er et 3e jeudis du mois, à 20 h. 30.



Une guerre manquée

Sous ce titre « Informations » (1) périodique du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes consacre son numéro de janvier 39 aux événements de septembre 1938. C'est un document précieux que tout militant devrait posséder car il importe de connaître comment ont fonctionné « les ressorts de cette machine à tromper » que constitue la presse dite d'Information.

Voici un extrait suggestif de cette brochure se rapportant à la façon dont la presse française a soutenu la thèse de la mobilisation allemande :

Arguments de *Pari-Midi*, le 21 mai : « On confirme de Prague la présence de troupes allemandes en Saxonie et en Bohême du Nord ». Preuve peu convaincante ! — « L'Angleterre n'a pas coutume de faire une démarche diplomatique sur de simples rumeurs ». C'est le même argument que reprend Jacques Bardoux dans *Le Temps* du 23 juin. Singulière preuve, et même sophistique, si les démarches anglaises avaient précisément pour but de s'informer sur les bruits qui couraient ! Jacques Bardoux ajoute d'autres preuves :

« Si le risque du 21 n'avait pas été d'une réelle acuité, les ministres anglais eussent-ils siégé en permanence, pour ainsi dire, le samedi 21, et passé dans leurs bureaux le dimanche 22? M. Chamberlain, avant de lire, le 23, sa déclaration, eût-il, le matin, longuement conféré avec les leaders de l'opposition travailliste et radicale M. Attlee et lord Snell, Sir Archibald Sinclair et lord Crewe? M. Attlee se serait-il borné, dans la soirée, « étant donnée la tension dans l'univers », à prendre acte de la communication du cabinet, et à encourager son essai de médiation? ».

Preuves que du 21 au 23 mai la guerre faillit éclater, ce dont personne ne doute. Mais non preuves que l'origine de la crise fut une mobilisation allemande plutôt que tchèque.

Au reste, quant à la réalité de cette mobilisation allemande, la presse avouait d'étranges réserves, une fois la crise passée. Interprétation embrouillée de J. Bardoux dans le même article :

« Il est possible que des informations aient exagéré, en portant à dix le nombre des divisions concentrées à portée des frontières tchécoslovaques. Que des mouvements de troupes aient eu lieu dans cette région, et même en Rhénanie, le fait est certain. Mais le plan ne prévoyait pas leur entrée en ligne immédiate... ».

Dans *Le Temps* du 26, le correspondant de Berlin, voulant critiquer la thèse allemande, écrivait ce curieux aveu :

« ...Contentons-nous de remarquer, quand bien même les concentrations de troupes allemandes n'auraient pas été aussi importantes qu'on l'a cru, que cela ne toucherait pas au fond de la question. L'essentiel est la menace de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie, menace qui n'est certes pas une invention des journalistes ou des hommes d'Etat anglais, français et tchèques... »

Et de son côté *l'Europe nouvelle* écrit que la mobilisation allemande avait une réalité... psychologique !

« Dès le 19 mai, le bruit se propageait que des troupes de la Reichswehr se concentraient. Les Allemands ont nié, par la suite, que des mouvements de troupes extraordinaires aient eu lieu. Cependant, en pays sudète, nul ne les mettait en doute et, psychologiquement, le fait n'était pas négligeable. Il signifiait, en effet, que dans l'esprit des gens, l'arrivée des soldats de Hitler était imminente et que les électeurs allemands devaient voter pour les candidats de Henlein, sous peine d'être exposés, à brève échéance, aux pires représailles. »

Notons enfin qu'en fait de procédés pour soutenir sa thèse, la « presse d'information », ne fut pas très difficile. Le 3 juin, *Le Petit Parisien* publie ce compte rendu d'un exposé de Bonnet à la Commisison des Affaires étrangères de la Chambre :

« Le ministre fit état notamment d'une communication téléphonique reçue le 21 mai de notre ambassadeur à Berlin et laissant prévoir une mobilisation partielle de l'armée allemande, nouvelle qui devait un peu plus tard se trouver confirmée puisque dix divisions sur pied de guerre furent concentrées à Dresde. C'est seulement le 23 mai que la décision fut prise par Berlin de retirer les troupes stationnées à la frontière tchécoslovaque et de les reporter à 30 kilomètres de cette frontière. »

Or, le lendemain *Le Petit Parisien* devait publier un démenti (contre lequel aucun membre de la Commission ne s'éleva). Comme s'il se fut agit d'une petite erreur toute naturelle, il écrivait :

« Une erreur s'est glissée dans notre compte rendu d'hier de l'audition de M. Georges Bonnet. C'est à tort que l'on a attribué au ministre des Affaires étrangères une déclaration relative à la « mobilisation partielle de l'armée allemande et à la concentration à Dresde de dix divisions sur pied de guerre » le 21 mai dernier. »

(1) Numéro spécial 4 francs, 5, place Jussieu, Paris (5e).

Les communistes acceptent la légion d'honneur

On appréciera cet extrait de la sténographie officielle du Conseil municipal de Paris. Bien que datant du mois de décembre dernier, ce petit débat n'a pas perdu sa saveur. Ah ! il est loin le temps où Marrane, « l'homme à la serviette », était violemment dénoncé par tous ceux qui, aujourd'hui, le complimentent.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS
13. — *Félicitations*

M. le Président. — Messieurs, j'adresse nos chaleureuses félicitations à M. Villey, préfet de la Seine (Applaudissements.); à nos collègues MM. André Boulard, René Failliot (Applaudissements.), François Latour (Nouveaux applaudissements.), promus commandeurs de la légion d'honneur; à MM. Robert Bos (Applaudissements.), Georges Copigneaux (Applaudissements.), promus officiers; à MM. Joly (Applaudissements.) et Georges Marrane. (Vifs applaudissements et interruptions.).

M. Léon Mauvais. — Après la prison, la légion d'honneur.

M. Léon Frot. — Pour d'autres, après la légion d'honneur, ce sera la prison !

M. Darquier de Pellepoix. — Je croyais que la légion d'honneur était un hochet de vanité bourgeoise !

M. le Président. — Messieurs, je ne comprends pas, pour ma part, votre émotion. Je suis enchanté de voir un communiste accepter la légion d'honneur. (Applaudissements.)

Vous savez que la légion d'honneur a été créée par l'Empereur, qui a décoré nombre de conventionnels, de révolutionnaires très ardents qui sont devenus, depuis, des ducs et des marquis. Elle revient donc à ses origines. (Rires et applaudissements.)

M. Darquier de Pellepoix. — Vive le duc d'Ivry ! (Rires.)

M. Léon Mauvais. — M. Marrane n'est pas le premier communiste qui ait été décoré de la légion d'honneur.

M. Charles Trochu. — M. Marrane a certainement bien mérité sa croix pour la part très tardive, mais très efficace, qu'il a prise à l'organisation de la défense passive.

Le gérant : M. CHAMBELLAND — Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

L'attitude inqualifiable des communistes durant la crise espagnole a commencé à dessiller pas mal d'yeux

---

Il faut en profiter pour faire connaître

la vérité sur l'U.R.S.S.

Pour cela diffusez inlassablement la brochure d'

YVON

Ce qu'est devenue la Révolution russe

Les 5 exemplaires : 10 francs **Les 10 exemplaires : 18 francs**
L'exemplaire : 2 frs. 50



Autres ouvrages sur l'U.R.S.S.

Yvon (*préface d'André Gide*) :	**L'U.R.S.S. telle qu'elle est**	**prix : 28 frs.**
A. Ciliga :	**Au pays du grand mensonge**	**prix : 28 frs.**
Andrev Smith :	**J'ai été ouvrier en U.R.S.S.**	**prix : 18 frs.**
Victor Serge :	**Destin d'une Révolution**	**prix : 18 frs.**
«	**De Lénine à Staline** (*illustré*)	**prix : 10 frs.**
«	**Ville conquise** (*roman*)	**prix : 18 frs.**

Adresser les commandes et leur montant à notre C. C. P. :
« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Compte N° 734.99. Paris